1er-31 DECEMBRE 1981 MENSUEL 33e Année (Nouvelle Série). — N° 658

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL D'ETUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Tél. 387-36-71 — ISSN 0014-1267

SOMMAIRE

A.D. ZAKHAROV. — Ce que doivent faire les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pour sauver la paix 1

BRANKO LAZITCH. — Que se passe-t-il au Nicaragua ? 6

JEAN-PIERRE BRULÉ. — L'U.R.S.S. et l'Afrique 8

MICHEL SLAVINSKY. — Grincements dans le mécanisme du ravitaillement en U.R.S.S. 12

PAULO DE CASTRO. — Les avatars du mouvement communiste en Espagne : I. - Des origines jusqu'à la fin de la guerre civile (1920-1940) 17

Nécrologie. — François Legueu (par Georges Albertini)

Un appel de A. D. Zakharov

Ce que doivent faire les Etats-Unis et l'U. R. S. S. pour sauver la paix

De Gorki, où il est assigné à résidence surveillé depuis le 22 janvier 1980 (voir *Est et Ouest*, n° 651 mai 1981), André Zakharov a lancé le 1er août 1981 un nouvel appel aux hommes politiques, aux journalistes, à tous ceux qui peuvent quelque chose, et nous sommes nombreux, à pouvoir quelque chose, si peu que ce soit, un appel pour le désarmement nucléaire et pour la paix.

Qu'il y ait de l'utopie dans certaines de ses suggestions, cela nous parait indéniable, et nous ajouterions volontiers d'autres propositions aux siennes. Mais tout ce que dit ce défenseur héroïque des libertés mérite d'être connu en Occident, et nous nous faisons un devoir de faire écho à ses paroles, si faiblement que ce soit.

Le texte russe de cet appel a été publié par *La pensée russe*, le 24 septembre 1981.

Est et Ouest.

DANS tous les pays, y compris aux U.S.A. et en U.R.S.S., une majorité écrasante de gens, qui ont des expériences historiques différentes, aspirent de toute leur âme à la paix. La paix c'est la possibilité d'un bonheur personnel, de l'éducation des enfants, de l'amour et de la bonté, de la joie du travail accompli, de la communication avec la nature, d'une activité artistique et d'une recherche de la connaissance, enfin de tout ce pourquoi l'homme vit

sur la Terre. La guerre, ce sont les souffrances et la mort, la disparition des proches, la cruauté, la séparation et la pauvreté, les ruines, la faim et les maladies. C'est ainsi que fut toujours la guerre, c'est ainsi que l'ont vue dans les deux conflits mondiaux et dans beaucoup de conflits « mineurs » de notre siècle, non moins cruels pour cela, des centaines de millions de gens qui, maintenant encore pleurent leurs morts. Une troisième guerre mondiale peut être encore plus terrible.

Je crois que les dirigeants de tous les Etats contemporains ne peuvent ignorer la volonté de paix passionnée et universelle. Les temps sont révolus où les barons du moyen-âge pouvaient considérer la guerre comme la grande œuvre du chevalier tandis que les paysans réensemençaient sans cesse avec résignation les champs saccagés et reconstruisaient leurs chaumières brûlées.

Aujourd'hui Brejnev comme Reagan, en tant qu'hommes, face à eux-mêmes, veulent incontestablement la paix pour leurs peuples et pour leurs proches, pour tous les hommes. Je le crois sincèrement. Mais la vie est extraordinairement contradictoire et complexe. Malheureusement elle porte en elle des facteurs très puissants qui, exerçant des influences réciproques incontrôlées, incitent objectivement les dirigeants d'un certain nombre d'Etats à des actions dangereuses et mènent le monde au bord de la catastrophe. Il s'agit de la fausse logique du maintien du pouvoir qui empêche les réformes et les compromis indispensables. Je pense au pouvoir du parti en U.R.S.S., mais pas seulement à lui. C'est l'expansion, la lutte pour étendre sa sphère d'influence, parfois motivée par une compréhension erronée de la sauvegarde de la sécurité (U.R.S.S. et U.S.A.), mais principalement par un messianisme mensonger et dangereux (U.R.S.S.). L'action la plus dangereuse, celle qui a détruit les bases essentielles des relations internationales et de l'équilibre mondial est l'intervention armée directe dans les affaires de pays de son camp si ceux-ci prennent la voie des réformes (U.R.S.S.). C'est la peur et la méfiance internationale que vient renforcer le caractère fermé du monde socialiste. C'est la course aux armements qui engendre la tumeur cancéreuse du complexe de l'industrie militaire aussi bien en U.R.S.S. qu'aux U.S.A. C'est le danger de la transformation des conflits mineurs et localisés en des conflits globaux et importants.

UN JEU AVEC LE FEU

Ces facteurs agissent dans un contexte d'opposition globale sans précédent. En outre, le monde occidental et le monde socialiste possèdent des particularités qui renforcent le péril.

L'U.R.S.S. est née sous le signe du communisme mondial, mais elle a pour une grande part perdu sa fonction idéologique. L'état d'esprit général en U.R.S.S. est la passivité, l'indifférence, la préoccupation de difficultés économiques permanentes d'un peuple fatigué et enivré ; de plus, son attitude est absolument loyale à l'égard du mode de vie soviétique avec sa non-liberté et à l'égard du pouvoir du parti considéré comme support de la stabilité et de la paix (et c'est précisément en grande partie pour cela qu'est entretenu artificiellement le sentiment d'une menace qui viendrait de l'Ouest).

Le parti qui détient le pouvoir, ayant perdu toute perspective lointaine (et se donnant comme perspective proche de construire des datchas personnelles) perpétue une géopolitique russe traditionnelle, mais des armées à l'échelle du monde et en utilisant les possibilités énormes du régime totalitaire : une propagande unifiée et tendancieuse, mais intelligente, à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; une infiltration discrète dans toutes les brèches et une activité subversive à l'Ouest ; une utilisation des facultés croissantes bien qu'étroites de l'économie pour une militarisation sans frein.

Il ne faut pas prendre au sérieux les chiffres des dépenses militaires avancés par la propagande soviétique, ils sont toujours sous-estimés. En outre, les particularités du système économique permettent une nouvelle répartition libre et incontrôlée des dépenses et la création d'armement sans qu'apparemment on le paye (mais à côté de cela, il n'y a ni indienne ni viande dans les magasins ; cependant il est illusoire de penser que, ne serait-ce que dans une certaine mesure, cela arrêtera le progrès militaire soviétique ou provoquera des agitations ouvertes quelque peu significatives de la population, d'autant plus que, dans ce pays frappé périodiquement par la famine tout au long de son histoire, c'est depuis quelques dizaines d'années déjà que ces produits font défaut).

L'un des objectifs de la politique extérieure soviétique est la désorganisation et l'intimidation de l'Ouest, l'exploitation de ses capacités techniques et économiques sous la menace des missiles pointés. Tout ce jeu avec le feu dont l'apogée fut l'erreur tragique de l'intervention en Afghanistan, pays converti au socialisme contre la volonté d'une majorité de sa population, guerre rendue possible par l'absence de contrôle de l'opinion sur les actes des autorités en raison du caractère presque totalement fermé de notre société.

On recommence à brouiller les émissions radiophoniques étrangères. La censure (*Glavlit*) possède une liste de cent pages de thèmes interdits : depuis les chiffres de la consommation d'alcool jusqu'à la mention des crimes de

Staline. Le nombre des touristes soviétiques à l'étranger est inférieur à celui des touristes du petit Danemark, et nos touristes au-dehors comme les étrangers qui viennent chez nous, sont privés de toute possibilité de contact libre avec la population. Les répressions se sont renforcées contre ceux qui défendent le droit à la liberté d'information et de circulation. Les noms de Vielikanova, Orlov, Kovalev et Charanski sont devenus les symboles de ces répressions.

Qu'en sera-t-il demain ?

LA TENTATION D'UNE VICTOIRE FACILE

Pendant ce temps, l'Ouest est pluraliste et morcelé au maximum, ce qui constitue sa force principale, mais aussi la faiblesse dans l'affrontement avec l'expansion totalitaire. Avec quelle facilité la propagande pro-soviétique réussit à monter des campagnes massives unilatérales contre l'installation des missiles américains (seulement ceux-là !) en Europe et ce, tandis que dans cette partie du monde nous sommes en présence d'une violation évidente de l'équilibre militaire, y compris dans le domaine des missiles nucléaires.

Comme il est aisé de contraindre beaucoup de monde à croire aux avantages de la médecine soviétique ou à l'exceptionnel esprit pacifique des médecins-fonctionnaires soviétiques en voyages qui parcourent l'Occident en l'appelant à désarmer ! (seulement l'Occident !). Combien de fois les intellectuels occidentaux, s'insurgent contre la course aux armements (ce qui en soi est indispensable) n'ont-ils pas pris une position qui ne tenait aucun compte de la réalité, ce à quoi s'ajoute l'antiaméricanisme de nombreux Européens. Et que de fois le rôle d'opposant à une politique gouvernementale économique (par exemple énergétique) ou extérieure raisonnable n'a-t-il pas été joué par ces hommes d'affaires (pour des bénéfices immédiats) et par la presse (pour le sensationnel, une popularité à bon marché, le tirage).

On a parfois l'impression que CET OCCIDENT-LA, les stratèges totalitaires peuvent le prendre à mains nues. En réalité il n'en est rien, mais pourquoi créer la tentation.

L'intensification permanente de la menace nucléaire que font peser sur l'Europe les missiles soviétiques actualisés à moyenne portée et l'établissement décidé en réponse par l'O.T.A.N. de nouveaux missiles balistiques et ailés est devenue l'un des principaux problèmes politico-militaires de ces dernières années. Indubitablement, il ne peut être résolu qu'avec l'élimination du diktat et de la démagogie de l'U.R.S.S., à condition que l'Occident soit uni, prêt à faire preuve à la fois de la fermeté nécessaire et d'une volonté de compromis.

Mais que doivent faire les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour sauvegarder la paix ? Que doivent faire les gouvernements, les populations, la presse ? Très brièvement : avoir pleine conscience des facteurs du risque de guerre et de leur enchaînement, les expliquer aux gens (là, le rôle des savants et la responsabilité de la presse sont grands), et tenter par tous leurs efforts d'annuler ces facteurs.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. doit avoir conscience que toute tentative de modification de l'équilibre établi dans le monde, quelles que soient les considérations alléguées, ne sera pas tolérée. De plus, là où « *l'on a pris quelque chose de trop* », il est nécessaire de reculer.

Sont indispensables : le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, des élections sous le contrôle des forces de l'O.N.U., une aide économique internationale à l'Afghanistan, une émigration libre y compris vers l'U.R.S.S., la restitution à l'Afghanistan d'un statut réel de pays non-aligné. Des actions contre le peuple polonais, ouvriers, intellectuels, pavsans, contre leurs aspirations légales à une justice économique et sociale, au pluralisme et à une démocratisation dans le cadre du régime existant en Pologne, s'avèreraient encore plus dangereuses et plus tragiques quant à leurs conséquences, plus destructrices pour l'équilibre mondial. J'espère que, conscientes des conséquences, les autorités du parti de l'U.R.S.S. se garderont de commettre des actes irrémédiables.

« *Dans ce problème comme dans celui de l'Afghanistan, il est très important que la position de l'Occident, de ses gouvernements et de son opinion publique soit claire et sans ambiguïté* ».

L'OUVERTURE DE LA SOCIÉTÉ EST INDISPENSABLE

Le gouvernement des U.S.A., le gouvernement de l'U.R.S.S., tous les membres de l'O.N.U. doivent entreprendre un large programme d'offensive pacifique collective pour résoudre les difficultés économiques et sociales des pays du Tiers monde en tenant compte de leurs spécificités et de leurs traditions nationales en vue de la paix sur terre et non d'une influence, de bénéfices ou de matières premières bon marché. Un tel altruisme est rare, mais aujourd'hui il est indispensable.

Le règlement de tous les différends internationaux par la voie des négociations est la condition nécessaire à la paix. L'U.R.S.S. et les U.S.A. ont déclaré à maintes reprises leur attachement à ce principe. Je crois particulièrement important que l'opinion publique reçoive une information complète et connaisse le point de vue des parties en présence dans les problèmes critiques dont dépend le sort de la paix. On pourrait éditer des bulletins internationaux spéciaux dans lesquels les deux par-

ties exposeraient l'information qui leur paraît importante et leur jugement sur elle, avec la garantie gouvernementale de leur diffusion dans les deux pays. Ce serait particulièrement important dans le cas d'un pays fermé comme le nôtre (1).

Cette proposition, une parmi tant d'autres possibles, n'est qu'un exemple du problème général exceptionnellement sérieux. La condition essentielle de la confiance internationale et de la sécurité est l'ouverture de la société, le respect en son sein des droits civils et politiques de l'homme c'est-à-dire la liberté d'information, d'opinion, de confession, de choix du lieu de résidence à l'intérieur du pays. Proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 et confirmés par l'acte final d'Helsinki, dans leur corrélation avec la sécurité internationale en 1975, ces droits continuent à être bafoués grossièrement en U.R.S.S. et dans d'autres pays, en particulier en Europe de l'Est. Il est indispensable de défendre les victimes de répressions politiques (à l'intérieur du pays et sur le plan international en utilisant les moyens de la diplomatie et de la pression énergique de l'opinion publique y compris le boycottage). Il est indispensable de soutenir sans réserves les revendications concernant l'abolition de la peine de mort et, évidemment, l'interdiction de la torture et l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques. Il faut exiger un train de mesures administratives et législatives comprenant la suppression de la censure, l'allègement des procédures d'émigration et de voyages, etc.

Je m'adresse à mes collègues scientifiques soviétiques et occidentaux, aux personnalités publiques et aux hommes de tous pays, aux gens du monde entier en leur demandant de soutenir ces revendications. Les gouvernements et l'opinion publique de tous les pays doivent parvenir à faire appliquer sans réserves dans toute leur étendue les engagements humanitaires qu'a pris l'U.R.S.S. en particulier, dans la Charte des Nations Unies sur les droits de l'homme et dans le Traité d'Helsinki. C'est la condition indispensable pour que soit donné crédit à la signature de l'U.R.S.S.

LA LIMITATION DES ARMEMENTS

A côté de ces conditions politiques, économiques et juridiques à la sauvegarde de la paix, la suspension de la course aux armements, le désarmement ont une importance tout à fait décisive.

(1) N'est-ce pas bien utopique ? Le pouvoir soviétique a montré maintes fois qu'il était capable d'accepter des propositions analogues, de faire semblant de les mettre en pratique, mais de bloquer la diffusion des publications étrangères dont il avait pourtant accepté qu'elle s'effectue chez lui *(E. et O.)*.

Je suis persuadé qu'il faut revenir à l'accord SALT 2 qui, à mon avis, est un pas très net en avant et surtout une étape nécessaire pour faciliter les pourparlers à venir dans cette direction d'une importance vitale (il a probablement besoin de certaines mises au point). Par ailleurs, il est indubitable qu'un progrès profond dans l'éloignement de la menace nucléaire n'est possible qu'en combinaison avec le maintien et, en cas de nécessité, le rétablissement de l'équilibre des forces entre l'Occident et le camp socialiste dans le domaine des armes traditionnelles, et dans le cas d'une prise de conscience de l'opinion occidentale quant au sérieux de la menace totalitaire, et de sa mobilisation psychologique pour s'opposer à cette menace.

Selon moi, de nouveaux pourparlers sont nécessaires ainsi que leur système complémentaire de contrôle sur l'interdiction d'usage, de production et de mise à l'étude de toutes les sortes d'armes chimiques, bactériologiques et incendiaires. L'incident de Sverdlovsk il y a deux ans, a montré, si les renseignements sont exacts, tout le danger de la situation actuelle autant que les dangers liés au caractère fermé de la société (2).

Il est également indispensable de faire des efforts sur la limitation et la réduction des armements traditionnels. En particulier, il s'agit de limiter les livraisons d'armes en provenance des pays industrialisés vers les régions du monde où se déroulent ou bien se préparent des conflits armés. Malheureusement, au cours des dernières décennies, ce genre de livraisons a eu lieu et a représenté un péril pour la paix. Peut-être est-ce ce grain d'où naîtra la Troisième Guerre mondiale. Ce problème est complexe car il est lié à la nécessité d'une opposition à l'agression et à l'expansion, en particulier l'expansion totalitaire, et à la question de l'aide due aux alliés et aux amis. Ce problème ne peut trouver de solution que sur une base bilatérale. Je crois que dans le contexte d'une approche politique complexe, une solution peut être trouvée grâce à la bonne volonté de toutes les parties.

(2) Il s'agit de l'épidémie qui a eu lieu à Sverdlovsk en avril 1979. On suppose que la cause en fut une explosion dans une usine militaire produisant des armements bactériologiques, peut-être une culture d'anthrax. En mars 1980, le Département d'Etat américain a exigé du gouvernement soviétique des explications sur l'événement en se référant au traité de 1975 sur l'interdiction de conservation et de production d'armes bactériologiques. La partie soviétique repoussa l'hypothèse selon laquelle elle aurait violé le traité de 1975. D'après un compte rendu anonyme publié plus tard par « *La Pensée russe* », l'explosion a eu lieu dans « l'usine biologique » 4 (cité militaire n° 19) située dans la banlieue sud de Sverdlovsk. L'explosion a libéré dans l'atmosphère « la culture de bacilles I-21 » qui, heureusement, n'a pas contaminé toute la ville, mais a été emporté plus au sud par vent du nord. Dans le compte rendu, il est affirmé que, dans le courant du mois, 30 à 40 persones sont mortes (note de « *La Pensée russe* »).

LE TERRORISME

Il est nécessaire (je m'adresse à nouveau ici aux U.S.A. et plus encore à l'U.R.S.S. car là, les possibilités du regime totalitaire sont particulièrement grandes) de refuser avec fermeté toutes les formes d'activité subversives, l'utilisation d'une presse soumise, la corruption directe ou indirecte des hommes de la presse, du monde des affaires et de la politique, et de refuser particulièrement cette arme meurtrière et destructrice (à double tranchant d'ailleurs dans son action destructrice) que sont l'utilisation et le soutien du terrorisme international.

L'histoire et les sources du terrorisme se perdent dans le passé, ses motifs sont les plus divers. Mais aucun objectif, ni national, ni social, aucune vengeance même des crimes les plus horribles du passé ne peuvent justifier les assassinats cruels d'innocents parmi lesquels des enfants, la prise d'otages, la torture, le chantage. Le terrorisme est toujours cruauté et doit provoquer l'aversion. Et du point de vue des conséquences politiques, c'est presque toujours « jouer le jeu de l'adversaire » et c'est finalement une destruction pure, une pure perte pour le destin des gens du monde entier y compris pour ceux dont les intérêts étaient censés être défendus.

Je m'en suis toujours tenu à ce point de vue, m'élevant contre le terrorisme d'où qu'il vienne et quels que soient les buts et les motivations qui animent ses militants. A présent, ce problème est devenu l'objet d'une discussion large et passionnée (parfois partiale). De nombreux faits prouvent de manière irréfutable un soutien de l'Etat au terrorisme. Des témoignages ont été produits quant à des décisions politiques très dangereuses portant sur sa coordination à l'échelle internationale. J'espère que la sagesse triomphera et que ce cauchemar du monde contemporain cessera de menacer les hommes. L'utilisation du terrorisme par les gouvernements, directe ou indirecte à travers des intermédiaires, ainsi que son soutien, sont tolérables. Il se peut que soient nécessaires des négociations internationales très sérieuses afin que cessent les actes irresponsables de certains gouvernements et hommes politiques.

EST & OUEST

TARIF 1981

Abonnement annuel — France : 100 F.

Marché commun : 120 F.

Etranger : 150 F.

Supplément avion : + 50 F.

Le numéro : 12 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8e

C.C.P. PARIS 8477-17

FAISONS LE BILAN...

CONCLUSION. — Lorsqu'on réprouve les prises d'otages des terroristes, on peut d'autant moins accepter de faire de l'humanité future l'otage de la sauvegarde de la paix. J'approuve cette assertion du rapport de la Commission des Nations Unies. Peut-être l'intimidation nucléaire réciproque continue-t-elle à préserver le monde d'une Troisième Guerre mondiale, mais cet équilibre de la peur devient de plus en plus instable. Les erreurs politiques, les nouvelles réalisations techniques de l'une des parties, la propagation de l'arme nucléaire menacent de le renverser à tout moment. Il est nécessaire d'obtenir un équilibre des forces sans qu'intervienne ce facteur d'intimidation nucléaire, en ne s'orientant que sur les armements traditionnels, quel qu'en soit le coût au sens économique. Et sur le plan social, il faut parvenir à mobiliser l'opinion publique pour qu'elle apporte son soutien à ces efforts. L'interruption de l'expansion, le règlement des conflits par la voie des négociations, la création d'une atmosphère de confiance et d'ouverture, le maintien et le rétablissement de l'équilibre des armements traditionnels : telles sont les conditions qui rendront possible un progrès dans la réduction des armements traditionnels et nucléaires, dans la diminution du danger de guerre. C'est dans ce contexte que sera réalisable ce pas d'une exceptionnelle importance pour détourner de l'humanité la menace d'une destruction thermonucléaire, que serait la conclusion d'un Traité sur le renoncement à employer le premier l'arme nucléaire et, dans une perspective plus lointaine, une interdiction complète de l'arme nucléaire. C'est ce vers quoi nous devons tendre tous.

Il y a un quart de siècle, les grondements de tonnerre provoqués par les explosions au-dessus de l'Océan Pacifique et de la steppe du Kazakhstan marquaient l'entrée de l'humanité dans l'époque paradoxale de l'intimidation thermonucléaire réciproque.

Mais seul l'équilibre de la raison, et non celui de la peur, est la garantie véritable de l'Avenir !

31 août 1981, Gorki.

A.D. ZAKHAROV.

Que se passe-t-il au Nicaragua ?

LE débat reste ouvert entre ceux qui pensent que le Nicaragua devient progressivement un Cuba n° 2, une démocratie populaire de type latino-américain, pour autant que ce type soit déjà défini, et ceux qui, au contraire, considèrent que le mouvement sandiniste est authentiquement national, disons national-révolutionnaire, qu'il n'est pas inféodé idéologiquement au marxisme-léninisme, et qu'il ne joue pas sa partie dans la politique soviéto-cubaine sur le continent latino-américain. On sait que cette deuxième interprétation est celle de l'Internationale socialiste.

Les informations en provenance du pays lui-même sont, de prime abord, ambiguës, susceptibles d'interprétations opposées.

Ainsi, lors de la vague d'arrestations du 21 octobre 1981 (car on arrête abondamment au Nicaragua), plusieurs agences de presse firent savoir qu'on avait arrêté à la fois des membres du patronat et des militants du Parti communiste.

Dans le premier groupe figuraient 26 personnes, dont Enrique Dreyfus, président du C.O.S.E.P. (Conseil supérieur des entreprises privées), l'équivalent de notre C.N.P.F. ; Gilberto Cuadro, président de l'Union des associations professionnelles ; Benjamin Lanza, président de la Chambre du bâtiment ; Enrique Bolanos, président de la Chambre d'industrie : une véritable décapitation.

L'autre groupe comprenait 23 membres du Parti communiste, dont Eli Altamirano, secrétaire général.

Dix jours plus tard, on apprenait qu'Eli Altamirano avait été condamné à trois ans de prison, deux autres responsables du P.C. à sept mois, trois dirigeants patronaux membres du C.O.S.E.P. à sept mois également.

On pouvait croire qu'on se trouvait devant un cas classique de répression alternative : les sandinistes s'en prenaient en même temps, pour ne pas déséquilibrer le rapport des forces, aux deux ennemis d'une expérience démocratique socialiste : sur leur droite, les patrons ; sur leur gauche, les communistes.

De quoi conforter l'Internationale socialiste dans le jugement qu'elle porte sur le Nicaragua.

Hélas ! les agences avaient passé sous silence un détail essentiel. Le Parti communiste frappé par les sandinistes n'est pas le vrai Parti communiste, entendons par là le Parti communiste d'obédience soviétique.

Fondé en 1933 au Nicaragua, le P.C., autrement dit la section nicaraguayenne de l'Internationale communiste, changea son nom en 1944 et prit celui de... Parti socialiste, qu'il a conservé. En 1967, quand la révolution culturelle provoquait dans l'ensemble du mouvement communiste l'apparition de tendances pro-chinoises, le Parti socialiste nicaraguayen (c'est-à-dire l'authentique Parti communiste) fut atteint par la contagion et il dut exclure pour « déviation maoïste » six de ses dirigeants qui fondèrent le Parti communiste du Nicaragua.

Inutile de dire que les deux partis, celui qui s'appelle communiste et celui qui s'appelle socialiste sont à couteaux tirés. Seulement, depuis la victoire sandiniste de juillet 1979, le rapport de force n'est plus le même entre les deux partis. Le parti pro-soviétique est au pouvoir, tandis que l'autre, bien qu'ayant pris part à la révolution sandiniste, fut, dès le lendemain de la victoire, regardé avec suspicion. Le Parti socialiste lançait périodiquement des attaques contre les gauchistes, le ministre du Travail allant jusqu'à menacer le P.C. s'il tentait de s'emparer du mouvement syndical sandiniste.

La répression s'est donc abattue sur le Parti communiste, mais cela ne signifie pas qu'il était devenu dangereux pour les sandinistes. Cela prouve seulement que le parti pro-soviétique a assez de poids pour faire agir le gouvernement contre ces hérétiques détestés. Quand les communistes accèdent au pouvoir, ils commencent toujours par se débarrasser de ceux qui leur font concurrence sur leur gauche. En effet, dans cette première période, il est obligé de ménager les « capitalistes », ce qui provoque la critique des « gauchistes » qui parlent d' « opportunisme » quand ce n'est pas de trahison. Il faut les faire taire.

Les dirigeants du P.C. du Nicaragua ont donc été condamnés « *pour avoir encouragé des grèves et assuré la publication d'un journal en infraction à la loi* » ! Et comme les communistes pro-soviétiques pratiquent toujours la technique d'amalgame, ils ont jugé politiquement efficace de condamner le même jour trois dirigeants du P.C. gauchiste et trois dirigeants du patronat.

On voit que l'interprétation « favorable » au régime sandiniste repose sur une confusion manifeste.

Curieusement, seule dans la presse française *l'Humanité* a réagi contre cette confusion. Attaquant les informations publiées dans *Le Matin* et *Le Monde*, le quotidien communiste, dès le 23 octobre, assurait : « *Les communistes nicaraguayens, qui sont totalement intégrés au processus révolutionnaire, sont organisés depuis 1944 — cela devrait commencer à se savoir ! — dans le Parti socialiste niracaguayen (P.S.N.). Si les journalistes vérifiaient leurs informations, ils sauraient que le groupe qui se camoufle sous le*

nom de Parti communiste dans ce pays, et dont la collusion de fait avec le patronat réactionnaire est dénoncée, est de filiation trotskiste ».

Dix jours plus tard, le 4 novembre, le quotidien communiste, reprenant la polémique contre *Le Monde*, qualifie le Parti communiste « *pour les uns de filiation trotskiste* », et pour la *Latin America Weekly Review*, de Londres, un « *pro-Peking Communist Party* ».

OU EN EST LA RÉVOLUTION AU NICARAGUA ?

La *Neue Zürcher Zeitung* du 27 octobre, dans un article sur les tendances de polarisation au Nicaragua, rapporte une série de déclarations d'Humberto Ortega, ministre de la Défense, commandant-en-chef de l'armée et des milices. En voici quatre qui situent fort bien l'état actuel de cette révolution.

La première déclaration, relative à la doctrine, a été faite le 25 août 1981 devant les chefs militaires : « *Nous disons que le marxisme-léninisme représente la doctrine scientifique qui dirige notre révolution, qu'il est l'instrument d'analyse pour comprendre le processus historique et traduire en réalité la révolution. Le sandinisme représente l'expression concrète du développement historique des luttes au Nicaragua. Sans le sandinisme, nous ne pouvons être marxistes-léninistes ; mais, sans le marxisme-léninisme, nous ne pouvons aucunement être des révolutionnaires. C'est pourquoi ces deux choses sont indivisibles : le sandinisme forme notre force politique et morale et le marxisme-léninisme notre doctrine...* ».

La deuxième déclaration porte sur le caractère de l'alliance provisoire avec la bourgeoisie dans la phase initiale de la révolution. Le ministre qualifie cette alliance d' « *exclusivement tactique. Nous avons accepté la collaboration de la bourgeoisie, prête à trahir sa patrie ; mais, à chaque moment, nous pouvons lui prendre ses usines, sans tirer un seul coup de feu...* ».

La troisième déclaration explique qu'aux élections, prévues pour 1985 seulement, aucune possibilité d'alternance ne sera offerte : « *Les élections vont servir à renforcer le pouvoir révolutionnaire et nullement — comme dans une loterie — décider qui va détenir le pouvoir. Car ce pouvoir appartient au peuple, au Front sandiniste national de libération, à notre Directoire...* ».

Dans la quatrième déclaration, le 11 octobre, à Managua, le ministre a tout simplement demandé aux Comités sandinistes de défense d'établir les listes des ennemis du régime, car « *ceux qui soutiennent les plans de l'impérialisme nord-américain doivent être les premiers corps étalés le long des routes* ».

Si les cadavres ne sont pas encore jonchés le long des routes, la sécurité personnelle des opposants est loin d'être assurée ces derniers temps. Ils ont de plus en plus l'impossibilité de s'exprimer dans le pays et à l'étranger. Dans le pays, le journal *La Prensa*, seul organe de l'opposition, est en butte à des persécutions systématiques. Sergio Ramirez Mercado, membre de la Junte, organisme dirigeant du régime, a déclaré récemment : « *Nous devons mettre fin au mythe de* La Prensa », allusion au rôle joué par ce journal dans la lutte contre la dictature de Somoza. Le directeur Chamorro fut tué par les policiers de Somoza en 1978, mais son fils éprouve de plus en plus de difficultés pour maintenir le journal : au cours des trois derniers mois, le journal a été cinq fois condamné, suspendu de ce fait pendant onze jours au total. La motivation est digne de figurer dans « *1984* » de George Orwell : le journal s'est rendu coupable de « *violation de la liberté de presse et des droits de l'homme* » !

Le régime veut empêcher les opposants de s'exprimer, même à l'étranger. Fin octobre, plusieurs dirigeants des partis démocrate-chrétien et social-démocrate, désireux de se rendre en Europe occidentale pour parler à l'opinion publique et aux hommes politiques, furent empêchés par la police, à l'aéroport, de s'embarquer. Une aventure plus grave arriva à Alfonso Robelo, qui fut membre de l'organisme dirigeant sandiniste, dont il démissionna l'année dernière pour fonder le Mouvement démocratique. Il ne réussit même pas à sortir de sa maison pour se rendre à l'aéroport : une foule de quelques centaines de militants sandinistes fit le siège de sa maison, démolit ses voitures, peignit en gros caractères sur la maison : « Laquais impérialiste ». Deux jours plus tard, quand Robelo parvint à se présenter à l'aéroport, son passeport lui fut confisqué.

Cette interdiction de voyager ne concerne pas tout le monde. Ainsi, le prêtre catholique Ernesto Cardenal, ministre de la Culture du régime sandiniste, très hautement coté par les progressistes croyants et incroyants à l'Occident, vient de participer à une « Conférence des intellectuels latino-américains », tenue à La Havane. Au retour d'un voyage qui l'a conduit en Libye et en Iran, ce prêtre déclara devant cet aréopage latino-américain : « *Il y a beaucoup de chrétiens qui se sont intégrés en Amérique latine dans le marxisme, qui sont devenus marxistes. En outre, une union des chrétiens révolutionnaires et des musulmans révolutionnaires est en train de se faire, une démarche du monde arabique et de l'Amérique latine. Les chrétiens révolutionnaires et les musulmans révolutionnaires vont se rassembler dans une guerre sainte contre l'impérialisme ; la même chose est valable pour le bouddhisme. Et, dans cette union, les chrétiens, les musulmans et les bouddhistes vont s'unir avec le marxisme...* ».

BRANKO LAZITCH.

L'U.R.S.S. et l'Afrique

« *NOUS nous proclamons Etat démocratique et socialiste ; en réalité, nous ne sommes ni démocratiques ni socialistes... Nous avons le tyran de village et le fonctionnaire insensible ; nous avons les habitudes de l'arbitraire, certaines sont des vestiges du pouvoir colonial, d'autres de notre propre histoire... Nous aimons trop l'exercice de l'autorité. Nous avons aussi un niveau d'incompétence et même d'irresponsabilité qui réduit souvent à un non-sens notre prétention à mettre en œuvre une politique en faveur de l'égalité et de la dignité humaines...* », affirmait, dans une conférence à l'Université d'Oxford, en 1975, le président Julius Neyrere, chef de l'Etat de Tanzanie.

Autocritique qui aurait pu être faite par d'autres dirigeants africains...

« PLUS A L'EST QU'A GAUCHE »

L'Afrique est devenue une zone conflictuelle très sensible et très instable — donc éminemment favorable aux stratégies indirectes — en raison non seulement de ses richesses en matières minérales et énergétiques, mais surtout de sa position géopolitique sur le flanc sud de l'Europe et sur la principale route maritime du pétrole et des matières premières stratégiques. Les Soviétiques, qui ont toujours traité les Noirs comme des inférieurs, n'en sont pas moins parvenus à les convaincre que la cause commune de tous les producteurs de matières premières minérales et énergétiques devait être la même face aux Occidentaux.

Le phénomène de décolonisation a ainsi fait s'abattre sur l'Afrique une série de conflits sanglants et de coups d'Etats, et ce n'est pas fini. Quoique nouveaux venus sur le continent africain, les Soviétiques y réussissent remarquablement comme... vendeurs d'armes puisqu'ils fournissent plus de 75 % des équipements militaires de l'Afrique. Les divers Etats du continent noir ont ainsi payé comptant et en devises fortes — le Kremlin ne faisant généralement pas de sentiment et encore moins en affaires — les armes et autres matériels militaires acquis en U.R.S.S. durant la période de 1973 à 1979, pour un montant total de 20,7 millards de dollars ! Ces fournitures, qui maintiennent les Etats acheteurs — parmi lesquels figurent en bonne place les P.M.A. (ou pays les moins avancés) — dans la dépendance de l'U.R.S.S., permettent ainsi au Kremlin d'influer sur leur politique.

Le président Nixon a d'ailleurs fort nettement saisi le problème en écrivant : « *Les Soviétiques n'ont pas commis l'erreur de croire que les dirigeants africains tiennent automatiquement et avant tout au développement économique de leurs populations. Forts de leur propre expérience, les Soviétiques savent que la priorité pour beaucoup de ces dirigeants est de se maintenir au pouvoir, et c'est le Kremlin, et non pas l'Occident, qui, à cette fin, offre l' « aide étrangère » la plus efficace !* » (1),

La décolonisation ouvrant des perspectives aux intérêts soviétiques, l'U.R.S.S. s'est découvert une vocation africaine ! La « balkanisation » du continent noir — sur les 154 Etats que comprend le monde actuel, une cinquantaine sont situés en Afrique (et regroupent à eux seuls le tiers des voix à l'O.N.U.), avec une population de 345 millions d'habitants qui, au rythme actuel d'accroissement, seront 550 millions en l'an 2000 — a donné naissance à une foule d'Etats difficilement viables parce que divisés de façon arbitraire politiquement et économiquement. Tout en reconnaissant comme intangibles les frontières tracées en fonction des intérêts coloniaux, l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) a dû finalement admettre qu'elles étaient entièrement artificielles...

Mais, alors qu'hier la colonisation réalisait une certaine cohérence, aujourd'hui, les facteurs raciaux, ethniques et même tribaux ne facilitent pas l'intégration des nouveaux Etats-nations dont les dirigeants se révèlent incapables de concilier séparatisme local et unité nationale : d'où des conflits intertribaux et interethniques — dont l'hostilité entre groupes humains remonte parfois à plusieurs siècles — et qui sont loin d'être terminés !

« L'AFRIQUE A VOCATION POUR LE SOCIALISME MARXISTE »

C'est ainsi que l'Afrique va entrer dans le champ de la stratégie de l'U.R.S.S., mais aussi de la Chine populaire qui aborde l'Afrique dans un esprit très militant en jouant la carte facile de l'aide à la lutte contre le colonialisme. Le président de l'Académie chinoise des Sciences, Guo Moruo (Kuo Mo-jo), en appellera même à tous les révolutionnaires du continent « *contre les Britanniques, les Français, les Belges et les Portugais essayant encore de maintenir leur rôle criminel et continuant l'esclavage du peuple africain.* » (Discours du 25 novembre 1959). Au terme de son voyage africain (décembre 1963 - janvier 1964), le Premier ministre chinois Zhou Enlai (Chou En-lai) constatera même : « *Les perspectives révolutionnaires en Afrique sont excellentes !* ». Il confirme ainsi l'opinion que le professeur soviétique I.I. Potekhine exprime dans son livre « *L'Afrique et*

(1) Cf. Richard M. Nixon « *The Real War* », Warner Books Inc., New-York, 1980 ; il existe une version française de ce livre sous le titre « *La vraie guerre* », éditée par Albin Michel, Paris.

l'avenir », et dans lequel il souligne l'importance de la subversion interne au service de la pénétration idéologique appelée à extirper du continent africain toute influence occidentale, avant de conclure : « *L'Afrique a une vocation pour le socialisme marxiste* ».

Aussi bien convient-il de ne pas s'abuser sur la prétendue rivalité sino-soviétique à travers le continent africain. Il existe, tout au contraire, entre Moscou et Pékin, une subversion concurrentielle visant en fait, non pas à « libérer » l'Afrique, mais au contraire à la « recoloniser » au nom du communisme, pour finalement couper l'Occident de ses points d'appui vitaux sur le continent noir. Avec la victoire des partis marxistes lors de la « décolonisation » brutale des possessions portugaises en Afrique — et qui va être l'occasion d'une intervention active et massive sur le continent africain de la part de l'U.R.S.S. sous couvert du « corps expéditionnaire » cubain —, les prédictions de Zhou Enlai sont peu ou prou réalisées, mais plus en faveur de l'Union soviétique que de la Chine populaire !

C'est en fait l'Egypte qui introduit l'U.R.S.S. sur le continent africain. En effet, sur les instances pressantes de Zhou Enlai, les Soviétiques vont fournir un important contingent de matériels militaires aux Egyptiens par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie avec laquelle Le Caire signe l'accord du 20 septembre 1955... La propagande chinoise relayée par les medias communistes occidentaux lance le slogan de l'U.R.S.S. « amie et protectrice des Arabes ». Un mythe nouveau vient de naître...

Comme, à l'inverse des puissances occidentales, l'U.R.S.S. n'a aucune colonie sur le continent africain, fort éloigné géographiquement du territoire soviétique, le Kremlin, désireux d'acquérir une connaissanc approfondie des problèmes africains, crée en 1959 un *Institut de l'Afrique*, dépendant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., dont les axes de recherches ont depuis été exposés dans la revue mensuelle de cet Institut (2) que dirige A.A. Gromyko, fils du ministre soviétique des Affaires étrangères. En 1966, est adjoint à cet Institut un Conseil scientifique chargé de coordonner les travaux des sections « Afrique » des différents établissements soviétiques de recherche (ethnologie, géographie, linguistique, littérature comparée, etc.). L'Université de l'Unité entre les peuples, plus communément appelée Université Lumumba, créée en 1960, accueille des étudiants du Tiers-Monde, mais n'est pas spécialisée dans la recherche sur l'Afrique.

L'action soviétique sur le continent africain va se trouver facilitée par le fait que la France et la Belgique décident d'accorder l'indépendance à leurs colonies respectives au cours de 1960, que l'U.R.S.S. vient de qualifier « *Année de l'Afrique* ». La politique soviétique va, dès lors, suivre deux axes : l'aide militaire aux jeunes Etats avec participation d'experts soviétiques à leurs programmes nationaux de défense, et aide civile matérialisée par la formation, en U.R.S.S., d'étudiants et de stagiaires en provenance des nouveaux Etats africains... C'est la Guinée de Sékou Touré qui devient le premier bastion marxiste-léniniste, bientôt suivi du Ghana et du Congo où le Kremlin dispose d'un allié précieux en Patrice Lumumba, mais qui va entraîner l'U.R.S.S. dans les remous de l'anarchie qu'il déclenche ; sa fin tragique va d'ailleurs desservir le prestige soviétique...

MOSCOU ET LE « CORPS EXPÉDITIONNAIRE » CUBAIN

Après avoir appuyé les régimes nationalistes africains durant la décennie 1960-1970, le Kremlin, soucieux de compenser les revers subis alors, va désormais soutenir les régimes se réclamant du marxisme. Mais les interventions soviétiques se feront, cette fois, sous couvert de Cuba. En effet, Fidel Castro, qui a dû abandonner sa politique activiste de 1966-1968 en Amérique latine, entend prouver aux Soviétiques, ses créanciers, qu'il représente malgré tout une garantie d'efficacité. Comme l'endettement de Cuba à l'égard de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires de l'Est européen s'élève alors à 6 milliards de dollars, dont 5 envers la seule Union soviétique, Castro, poussé par la nécessité d'alléger cette dette, propose au Kremlin de mettre à sa disposition un « corps expéditionnaire » appelé à provoquer ou entretenir la subversion sur le continent africain, et offrant ainsi à l'U.R.S.S. plus d'avantages que la présence directe et trop voyante des troupes soviétiques. Conscient de cette convergence d'intérêts, Castro proclame alors que Cuba n'est pas seulement un pays latino-américain, mais aussi « latino-africain » : le sens politique est ici évident !

De culture hispanisante et descendants d'esclaves noirs, les Cubains retrouvent sur le continent africain des éléments qui leur sont, en quelque sorte, familiers ; appartenant aussi au

(2) Dans un article « *Les études sur l'Afrique entre le 24e et le 25e Congrès du Parti* », publié dans cette revue, V.-G. Solodovnikov, membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. — nommé en 1975 ambassadeur soviétique en Zambie — écrit : « *L'Institut d'Afrique travaille selon les grands axes de recherche suivants : 1) Etude du développement économique et socio-politique des pays en voie de développement. L'Institut prête une attention toute particulière au choix des voies de développement et à l'élaboration d'une théorie marxiste-léniniste de l'évolution des pays non capitalistes d'Afrique ; — 2) Théorisation de l'expérience et mise en évidence des nécessités de la coopération soviéto-africaine, étude de la place et du rôle de l'Afrique dans les relations internationales contemporaines, y compris la lutte des pays d'Afrique pour la restructuration des relations économiques inégales avec les Etats capitalistes ; ... 3) Etude et dénonciation de la politique néo-colonialiste des puissances capitalistes ; — 4) Etude du passé et du présent des mouvements de libération nationale. Nous prêtons une grande attention aux problèmes liés à la liquidation des régimes coloniaux et racistes...* ». (*Azia i Afrika sevodnia*, n° 3 de 1976).

Tiers-Monde, ils s'y présentent comme Etat du Tiers-Monde venant au secours des « mouvements de libération » d'autres pays, eux aussi en voie de développement. Le « corps expéditionnaire » cubain, comprenant volontairement un fort contingent de Noirs, provoque une impression psychologique non négligeable parmi les populations des Etats de l'Afrique noire où ils viennent poursuivre des objectifs fort clairement exposés par Castro : « *L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme... L'Afrique revêt aujourd'hui une importance extrême. La domination impérialiste n'y est pas aussi forte qu'en Amérique latine. Donc les possibilités d'une évolution fondamentale dans le continent africain sont réelles...* » (3).

Afin d'y provoquer cette « évolution fondamentale », Castro envoie son lieutenant Ernesto « Che » Guevara entreprendre, de juin à septembre 1959, une longue tournée en Afrique (Egypte, Soudan, Maroc, etc...) pour y exalter la « *solidarité révolutionnaire* » s'il le faut par la lutte armée. C'est d'ailleurs en 1961 que commence à Cuba l'entraînement de guérilleros africains, cependant que les Cubains entreprennent des coups de mains dans certains Etats africains (Congo-Brazzaville, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Somalie, Tanzanie, Zambie), et même dans quelques pays arabes (Dhofar, Oman, Sud-Yemen, Syrie). En 1964, après avoir suivi les cours de guérilla à Cuba, John Okello et une quarantaine de ses compatriotes, de retour à Zanzibar, y renversent le régime...

A la fin de 1964 et au début de 1965, « Che » Guevara parcourt de nouveau l'Afrique pour y recommander la lutte populaire armée afin de faire triompher la révolution marxiste contre le colonialisme blanc. Il se rend successivement au Mali de Modibo Keita, au Congo-Brazzaville de Massemba-Débat (qui vient de renverser le chef de l'Etat, l'abbé Fulbert Youlou), dans la Guinée de Sékou Touré, au Ghana de N'Krumah, au Dahomey de Soglo, et en Tanzanie de Julius Neyrere où il déclare, le 17 février 1965 : « *Après m'être entretenu avec les dirigeants de sept pays africains, je suis convaincu qu'il est possible de créer un front commun de lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme...* ». Revenu en Afrique en juillet 1965, « Che » Guevara s'engage dans la guérilla contre les « mercenaires blancs » de Moïse Tchombé ; à la chute du dictateur, en novembre 1965, il repart pour Nancahuazu en Bolivie. Ignorant tout de la géographie et ne connaissant rien à la stratégie — comme le rappelle, faits à l'appui, le professeur Soppelsa (4) —, « Che » Guevara va y rencontrer un échec spectaculaire : ses deux thuriféraires, commis-voyageurs en révolution, Régis Debray et Ciro Bustos, sont capturés par les Boliviens et, quelques mois plus tard, il tombe lui-même sous les coups de l'armée régulière...

C'est encore à Cuba que se tient (3-15 janvier 1966) la Conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, plus communément appelée Conférence Tricontinentale, qui adopte, avant de se séparer, une « Déclaration générale » proclamant : « *Le droit des peuples à obtenir leur libération politique, économique et sociale par les voies qu'ils jugent nécessaires, y compris la lutte armée, et le devoir des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, des Etats et des gouvernements progressistes de fournir tout leur appui matériel et moral aux peuples qui luttent pour leur libération...* ». Dans le courant de l'année, le président Sékou Touré s'adresse aux Cubains pour qu'ils constituent en Guinée une « milice populaire » pour le protéger d'un éventuel putsch militaire, car le renversement de Ben Bella par l'armée en Algérie (juin 1965) et de N'Krumah au Ghana (février 1966) l'inquiète singulièrement ! En novembre 1968, il intégrera dans l'armée guinéenne même tout un contingent d'officiers cubains, en qualité de « conseillers militaires ». Le Congo fait également appel à Cuba qui envoie sur place un corps d'environ 700 instructeurs, conseillers et gardes. Au Congo-Brazzaville, les Cubains aident aussi à la constitution d'un corps national de défense ; dans le sud du pays, ils forment les guérilleros angolais, et, dans le nord-ouest, les Camerounais. En Tanzanie, les instructeurs cubains, aidés d'officiers soviétiques et chinois, forment dans les camps de Kongwa, M'bamba, M'byea, Nwala et Songea de nombreux guérilleros appelés à être engagés au Mozambique, en Rhodésie, dans le Sud-Ouest africain/Namibie et en Afrique du Sud.

AU NOM DE LA « SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE »

En décembre 1972, un accord entre la République populaire du Yemen (Aden) et Cuba prévoit la constitution par des militaires cubains d'une « milice populaire » et la formation de guérilleros appelés à intervenir au Dhofar (sultanat d'Oman) et au Nord-Yemen (Sanaa), ainsi qu'en Arabie saoudite. L'U.R.S.S., qui soutient militairement les guérilleros, rappelle ses conseillers et cesse toute assistance matérielle pour ne pas entrer en conflit avec la Ligue arabe... Peu avant la guerre des Six jours (octobre 1973), environ 750 spécialistes cubains se trouvent en Syrie. Mais c'est surtout l'affaire de l'Angola (5), en novembre 1975, qui va révéler

(3) Cf. Simon Malley : « *20 heures d'entretien avec Fidel Castro* », revue *Afrique-Asie (16* mai 1977).

(4) Jacques Soppolsa : « *Géographie des armements* », Ed. Masson, Paris, 1980 (pp. 35-37).

(5) La décolonisation de l'Afrique portugaise s'est échelonnée sur environ deux années : Guinée-Bissau (10 septembre 1974), Mozambique (25 juin 1975), îles du Cap Vert (5 juillet 1975), îles Sao Tome et Principe (12 juillet 1975) et enfin l'Angola (11 novembre 1975).

l'ampleur de l'engagement cubain dans la poussée expansionniste de l'U.R.S.S., ainsi que nous l'avons exposé dans un précédent article (6).

Au nom de la doctrine de « solidarité internationaliste », l'Allemagne orientale est présente sur le continent africain où, pour le compte de l'U.R.S.S., ses instructeurs et conseillers enseignent sur place, non seulement les principes de la lutte armée, mais quasiment tous les métiers. C'est un corps d'environ 4.000 experts en tous genres dont l'Allemagne de l'Est dispose en Afrique, et que le chef de l'Etat et chef du parti, Erich Honecker, est venu inspecter en février 1979 au cours d'un voyage triomphal qui l'a conduit successivement en Angola, en Libye, au Mozambique et en Zambie. Venu également dans ce dernier Etat, en mai de la même année, le ministre est-allemand de la Défense, le général Heinz Hoffmann, y a lancé cet avertissement : « *Nous armerons jusqu'aux dents les Etats socialistes d'Afrique et nous soutiendrons jusqu'à la victoire les forces de libération... Notre aide militaire continuera même une fois l'ennemi vaincu pour défendre l'intégrité et la souveraineté des Etats africains enfin libérés...* ».

L'aide économique (250 millions de dollars par an) et la coopération technique que dispense l'Allemagne orientale (7) servent en quelque sorte à camoufler l'importance de l'assistance militaire (armements légers, armes chimiques, matériels de génie, vedettes rapides, véhicules blindés, transmissions, barges de débarquement, chasseurs de sous-marins, etc.) dont la coordination des expéditions est assurée par l' « *Industrietechnischer Aussenhandel* » de Berlin-Est. A l'inverse des Cubains, les militaires est-allemands ne participent pas aux opérations ; ils entraînent les unités de guérilleros, forment les « armées populaires », implantent des « antennes » pour préparer la subversion, organisent l'infrastructure navale et aérienne permettant la réception des combattants cubains et des matériels militaires soviétiques et tchécoslovaques. C'est ainsi, par exemple, que le général Helmut Poppe, vice-ministre est-allemand de la Défense, a, depuis 1978, pris en mains l'entretien et l'encadrement des groupes armés « de libération » de l'Afrique australe.

L'Allemagne orientale n'en néglige pas pour autant la formation idéologique des futurs cadres africains. Par exemple, l'Ecole supérieure d'économie planifiée de Berlin-Est (fondée en 1964) a déjà formé plus de 2.000 étudiants africains ; une centaine ont même, après quatre années d'études, soutenu une thèse de doctorat. L'Ecole de la Solidarité (sous l'égide de la Fédération des journalistes est-allemands) offre, depuis 1963, des stages de recyclage et de perfectionnement à environ 500 journalistes de 39 pays africains. De même, 150 à 200 médecins originaires d'Afrique sont présents, par rotation, en Allemagne orientale où ils viennent perfectionner leurs connaissances, cependant que des écoles spécialisées et des hôpitaux forment le personnel sanitaire technique. De son côté, l'Ecole de police d'Aschersleben reçoit les stagiaires des polices des Etats africains appelés à renforcer les services de sécurité de leurs pays respectifs... Bref, l'importance du corps expéditionnaire est-allemand sur le continent africain est telle que l'on a pu parler, à son sujet, d'un « rouge Afrika-Korps » ! Au rythme où vont les événements, peut-être verra-t-on, de nouveau, des militaires allemands défiler au pas de parade (ou de l'oie) dans les rues de Windhoek, capitale de la Namibie, ex-Sud-Ouest africain allemand, colonie perdue en 1918 : quelle revanche de l'histoire !

LES INCERTITUDES DE DEMAIN

Depuis 1975, l'U.R.S.S. est ainsi devenue l'acteur principal du jeu militaire et diplomatique dans cette Afrique qui se transforme avec une incroyable rapidité. Un regard sur une carte du continent ne laisse pas d'être inquiétant : de la Corne de l'Afrique à l'Angola, l'U.R.S.S. est solidement ancrée. Et elle n'en partira pas ! (8).

Instruments les plus efficaces de la politique « africaine » du Kremlin, les ventes d'armes fournissent à l'U.R.S.S. le moyen d'agir et de peser sur l'évolution des crises africaines, tout en mettant à profit les conflits locaux. Mais, aux objectifs diplomatico-stratégiques, viennent s'ajouter aussi des considérations politico-idéologiques. En effet, l'interventionnisme soviétique en Afrique n'a pas qu'un aspect militaire, il s'entoure aussi d'une justification idéologique puisque c'est au nom de la solidarité prolétarienne et d'une commune volonté révolutionnaire que l'U.R.S.S. et les autres Etats socialistes légitiment leur action sur le continent africain.

La chance de l'U.R.S.S. en Afrique est aussi l'incompréhension dont la politique occidentale fait trop souvent preuve ! Si en politique intérieure tout se paie, mais aussi tout se répare, il n'en va pas de même en politique étrangère où

(6) Cf. « *L'offensive soviétique contre l'Afrique du Sud* », dans *Est-et-Ouest*, n° 657, de novembre 1981.

(7) Pour sa part, l'U.R.S.S. n'a jamais manifesté beaucoup d'intérêt pour les problèmes de développement : selon les estimations du Comité d'aide au développement auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) l'assistance soviétique aux pays du Tiers monde, par rapport au produit national brut (P.N.B.), représente 0,16 %.

(8) Le retrait de l'U.R.S.S. en Egypte est toujours l'exemple que prennent ceux qui ignorent tout de la politique étrangère soviétique pour affirmer que les conquêtes du Kremlin ne sont pas irréversibles. Or, l'U.R.S.S. a depuis, su tirer les enseignements de son erreur : l'alliance soviété-égyptienne conçue essentiellement sous l'angle de la sécurité d'Etat (livraison d'armes de Union soviétique pour asseoir le régime égyptien de Nasser), en « oubliait » la nature socialiste de l'Etat soviétique au point même que le Kremlin négligea totalement — il le renia même ! — l'appui du Parti communiste égyptien.

l'imprévoyance, le défaut de jugement peuvent décider de l'avenir et du sort d'une nation. En Afrique, la position des puissances européennes est incontestablement en déclin. L'appui apporté, par exemple, par les Européens aux régimes africains qui violent ouvertement les principes fondamentaux de la démocratie libérale (selon « *Amnesty International* », 8 pays d'Afrique noire sont parmi les 15 plus effroyables violateurs des droits de l'homme dans le monde) fournit aux Africains la preuve que les gouvernements occidentaux ne croient pas aux valeurs qu'ils déclarent défendre...

Au terme de ce rapide survol de l'interventionnisme soviétique par « mercenaires » interposés, force est de remarquer que les actions du corps expéditionnaire cubain et est-allemand à la disposition des Soviétiques, sur le continent africain, représentent un danger permanent pour les positions occidentales. A ce sujet, le journaliste soviétique A. Dolgav, de l'agence officielle de presse « Novosti », constate dans un article paru dans un quotidien parisien du matin (9) : « *Les puissances occidentales sont dès maintenant incapables de contrôler le cours des événements sur le continent africain... La volonté et la capacité de l'Union soviétique et de ses alliés socialistes d'accorder une aide efficace aux amis sont devenues un facteur de poids sur la scène politique d'Afrique. Le plateau de la balance aricaine penche en faveur de Moscou...* ». Et le journaliste soviétique de conclure — dans un accès de franchise dont il faut lui avoir gré — que l'objectif poursuivi par l'U.R.S.S. en Afrique « *n'est pas un altruisme paradoxal, mais un plan concret en voie de réalisation, de cohésion de toutes les forces capables de s'opposer d'une manière globale au capitalisme mondial...* ».

Or donc, prisonniers de leurs complexes d'ex-colonisateurs, les Européens ferment les yeux devant les réalités en s'abstenant de dénoncer l'intervention de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de ses « satellites » cubains et est-allemands, alors même que le dispositif d'intervention, que le Kremlin a mis en place, est lourd de menace pour la paix mondiale, comme le rappelle d'ailleurs fort opportunément un ouvrage essentiel pour la compréhension de l'histoire — qui n'ira pas sans tragédies — de demain, en Afrique (10).

Cent ans presque après le Congrès de Berlin (février 1885) qui a consacré le grand partage de l'Afrique, le Kremlin se pose en libérateur du continent !... Si la large gamme des impondérables dans la situation actuelle en Afrique — zone des crises majeures de demain ou, pour reprendre la formule de Zhou Enlai, « *centre de la lutte entre l'Est et l'Ouest* » — rend hasardeux tout pronostic sur ses développements, il n'en demeure pas moins une certitude : sur le continent africain est en train de se jouer le sort du monde.

Il est aussi une constante de l'histoire contemporaine qu'il convient d'avoir présente à l'esprit : l'installation de l'U.R.S.S. en Afrique avec l'affaire d'Angola — mécanisme trop parfait pour avoir été improvisé (comblant une faiblesse logistique importante de la marine soviétique dans l'Atlantique et permettant d'exercer une pression sur l'Afrique du Sud et sur le Zaïre) — s'est produite en 1975, alors que les U.S.A. se trouvaient paralysés par la campagne présidentielle — on ne saurait trop souvent rappeler que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, toutes les crises dues aux initiatives soviétiques ont été déclenchées en période préélectorale américaine (11). S'il en va de même demain, l'échéance peut être fixée : l'avenir sera révélé à l'Afrique et au monde en 1983... 1987... 1991...

JEAN-PIERRE- BRULÉ.

(9) Cf. *Le Quotidien de Paris*, n° du 19 mai 1976.

(10) « *Cette fois l'Afrique Noire* », par J.-J. Roux et Ph. Girard. Cahier n° 4 de la Fondation pour les études de Défense nationale, Paris.

(11) Entre autres : Berlin en juin 1948 (fin du premier mandat du président Harry S. Truman), Budapest en octobre 1956 (fin du premier mandat du général-président Dwight D. Eisenhower), Prague en août 1968 (fin du mandat du président Lyndon B. Johnson), Kaboul en décembre 1979 (fin du mandat du président Jimmy Carter).

Grincements dans le mécanisme du ravitaillement en U.R.S.S.

TOUT au long des années 70, la situation alimentaire n'a cessé de se dégrader en U.R.S.S. Cette détérioration, remarquée notamment par de nombreux voyageurs occidentaux, s'est manifestée non seulement par une disparition progressive des denrées alimentaires de première nécessité, telles que la viande, mais également par un désordre croissant dans l'organisation même des réseaux de vente.

A côté de la pénurie alimentaire régnant dans certaines provinces de l'U.R.S.S., l'état des choses en Pologne pourrait parfois paraître presque satisfaisant !

Voici quelques exemples :

— *Maïkop*, ville de 130.000 habitants, au nord du Caucase. Un nouveau marché vient d'y être ouvert, mais les comptoirs de viande sont désespérément vides et surmontés d'une laconique pancarte : « Fermé ». Acheté chez un particulier, un poulet vaut de 15 à 20 roubles. Les pommes de terre sont rares et vendues de 50 à 70 kopecks le kilo. Le beurre, lorsqu'il est mis en vente, est réparti à raison de 300 grammes par acheteur.

— *Ijevsk*, centre métallurgique de 300.000 habitants, situé à proximité de l'Oural. La viande, le saucisson et le lait sont rationnés, ainsi que la lessive en poudre (300 grammes par tête d'habitant et par mois).

— *Pétrozavodsk*, capitale de la Carélie soviétique. On ne trouve ni saucisson, ni fromage. Pour les fêtes du 7 novembre, les familles ont reçu 500 grammes de viande et 1 kilogramme d'oignons. Le lait fait pratiquement défaut. On ne peut en trouver parfois que le matin. Par contre, les magasins regorgent de vodka.

— *Région de Vladimir*, située au nord de Moscou et comptant plus de 1.500.000 habitants. Dans les villages de la région, le pain n'est livré qu'une seule fois par semaine. On ne trouve dans les magasins que des macaronis, du sucre, du thé de mauvaise qualité et de vieilles conserves, généralement impropres à la consommation. Bien que la vodka soit rare, l'alcoolisme fait des ravages par suite d'une large consommation de vin rouge.

— A *Leningrad*, ville touristique, la situation est un peu meilleure, sans toutefois pouvoir en aucun cas être considérée comme normale. En hiver 1980, les divers quartiers de la ville étaient ravitaillés différemment. Au point de vue de la viande, c'est la partie appelée « le côté de Pétrograd » qui était le mieux achalandée, attirant les habitants des autres secteurs de la cité. Pourtant, le soir, la viande faisait défaut partout.

La disparition des denrées et des produits de première nécessité résulte en partie d'une insuffisance de leur production, mais également d'une gabegie de plus en plus inextricable dans le système de répartition.

« ET SI LE 'DÉFICIT' ÉTAIT PROVOQUÉ ARTIFICIELLEMENT ? »

Sous ce titre, la *Litératournaya Gazeta* du 30 septembre 1981 a publié une étude détaillée des réseaux de vente en U.R.S.S. En voici les passages les plus significatifs :

« Plus d'un millier de lettres sont parvenues à la rédaction. Et presque dans chacune d'entre elles, on relève la même question : comment se fait-il que les menus objets devenus soudain ultra-rares soient vendus à la sauvette par les trafiquants dans les « marchés aux puces », les « bazars » ou même carrément dans les marchés kolkhoziens ?...

« A ma question de savoir pour quelles raisons de vulgaires chaussettes ne sont vendues à Oulianovsk que dans le magasin pour jeunes mariés, un fonctionnaire, et non des moins importants du ministère de l'Industrie légère me répondit : « C'est un effet de l'accroissement de la demande en bas et chaussettes », nous écrit la lectrice Ilarionova. Et de poser illico la question : « Il y a cinq ans, les hommes se promenaient-ils donc sans chaussettes ? »...

« Un habitant de Lvov, L. Vovaïko, me communiqua des faits encore plus précis : « Sur le marché central, juste sous le nez des membres du groupe opérationnel, se tient un certain nombre de trafiquantes. Elles vendent du fil volé dans les fabriques de jersey. Chacune d'entre elles possède un sac entier de ces fils à 50 % de laine. Notre journal, la Pravda de Lvov, *a évoqué à maintes reprises le cas de ces petits trafiquants. Pourtant, il est curieux de constater que le trafic fleurit malgré les articles du journal. Dans les diverses entreprises, les petits voleurs refilent ce qu'ils viennent de sortir à des trafiquants avec stage. Je connais certains d'entre eux depuis cinq à dix ans »... ».*

Mais voici une nouvelle lettre et un nouveau « Trou noir ». Il s'agit cette fois-ci de Mojaïsk, près de Moscou. C'est G. Pavlova qui a évoqué le cas :

« Un combinat polygraphique vient d'être édifié en ville... Sa production en langues étrangères est exportée dans différents pays. Pourtant, je ne suis pas sûre que les ouvrages en russe parviennent jusqu'aux librairies. En ville, tout le monde se livre au trafic des livres. Qui donc pourrait résister devant un volume de Dumas ou de Simenon ? Et comment d'ailleurs traduire quelqu'un devant un tribunal pour n'avoir « sorti » que trois, cinq ou dix livres ? Pourtant, il est temps d'appeler les choses par leur nom : les voleurs et les trafiquants sont des ennemis de notre société...

« Et quelle attitude adopter à l'égard de ceux qui ne « sortent » pas sous leurs vêtements la production d'une entreprise, grâce à un trou dans le mur ?... La marchandise parvient du dépôt central ou des réserves d'un magasin, non grâce à une pince monseigneur ou à un autre instrument d'effraction, mais tout simplement « par relation », pour « service rendu » ou parce que vous êtes « quelqu'un d'utile ». Les articles sont cédés au prix d'Etat et en importantes quantités. L'argent a été versé. Et après ?

« Après, il se trouve toujours quelqu'un pour exprimer un sentiment de reconnaissance. On peut, par exemple, annoncer par téléphone une admission à l'Institut ou l'obtention d'un billet de théâtre pour une pièce où « toute la ville » se retrouvera. Chacun sait qu'il existe des profiteurs du « déficit ». Le monteur-ajusteur E. Avkhimenko, d'Irkoutsk, ainsi que le

retraité A. Souriguine, de Sergatch, localité de la région de Gorki, relatent l'absence de savon le plus ordinaire, de brosses à dents, de crème à raser et de lotion. Un habitant de Novosibirsk, A. Malkov, a fait savoir à la rédaction qu'il venait de recevoir de Tachkent des brosses à dents en guise de souvenirs. Par contre, V. Joukovski signale l'absence de ces mêmes articles à Krasnoïarsk (en Sibérie septentrionale, presque sur le Cercle polaire. M.S.). *Il constate cependant avec étonnement que, conformément à une singulière logique des services commerciaux, les rayonnages des magasins de cette lointaine région sibérienne croulent sous le poids des tubes de crème à bronzer qui, malheureusement, font complètement défaut dans les stations balnéaires de la région de Krasnodar (sur la mer Noire.* M.S.)... ».

Une missive en provenance de Saratov a mis quelque clarté dans cette situation :

« *Faites donc un tour dans les rues de nos cités, lit-on. Non seulement dans les capitales, mais également dans les centres régionaux et de district. Pénétrez dans n'importe quel appartement. Vous observerez sur presque chacun d'entre nous de beaux effets modernes, d'origine soviétique ou importés. Dans chaque salle de bains vous trouverez du savon, des shampooings, des brosses à dents, de l'eau de Cologne et diverses crèmes. Et, bien entendu, nous ne faisons pas notre lessive d'une manière primitive et en sauvages... Mais demandez donc où les propriétaires de ces articles se les sont procurés ? Rares seront ceux qui vous déclareront les avoir trouvés sur les comptoirs des magasins. Certains « veinards » parviennent à se les procurer sous le manteau. Les autres, ceux qui n'ont pas de pareilles relations, sont obligés de s'approvisionner sur les marchés aux puces, devenant ainsi les complices involontaires de larcins et de diverses machinations...* ».

Pour appuyer ces affirmations, la *Litératournaya Gazeta* reproduit quelques passages édifiants d'une publication locale de la région de Saratov (port sur la Basse-Volga. *M.S.*), *Kommounist*, du 27 mars 1981. Nous lisons :

« *L'article rapporte que la milice et l'Inspection d'Etat du Commerce ont décelé de graves enfreintes aux règlements du commerce soviétique dans les magasins de la chaîne « Volga » de Saratov : « Dans 19 des 24 magasins de la chaîne, on a découvert pour 67.000 roubles de marchandises soustraites à la vente libre. La soustraction préméditée de marchandises au commerce régulier et leur écoulement clandestin parmi les « relations » sont devenus systématiques. Les enfreintes les plus graves ont été découvertes dans le magasin N° 29, où le mépris complet des règles du commerce soviétique est devenu une norme habituelle du travail. Le magasin était dirigé par une certaine A. Kozlova, déjà condamnée pour fraude au détriment des acheteurs* »...

« *L'information suivante nous est parvenue de Krasnodar. Ce fut d'abord un télégramme, puis une lettre circonstanciée des employés du magasin d'articles de sport N° 10, où l'on pouvait lire en substance : « Il a été établi par la Commission de contrôle d'Etat, le 10 avril 1981, que des enfreintes aux règlements sur la vente des marchandises particulièrement demandées avaient été commises. Ce magasin est spécialisé dans les pièces détachées pour automobiles et motocyclettes. Chaque propriétaire de voiture connaît parfaitement la musique. On court parfois jusqu'à la perte des forces pour trouver un joint de quelques kopecks, que l'on finit par payer 10 roubles aux mêmes « bienfaiteurs » illicites. Le jour du contrôle, on a découvert dans les dépôts de ce magasin 263 catégories différentes de tels articles pour une somme totale de 146.072 roubles...* ».

Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini.

LES DESSOUS DU COMMERCE AU DÉTAIL EN U.R.S.S.

Pour se rendre compte de l'état de choses aussi paradoxal que vient de relater la *Gazette littéraire*, il suffit de se reporter au témoignage d'un récent émigré d'U.R.S.S., ayant longtemps travaillé dans un magasin de légumes de Leningrad, le « Lénovochtch Nr. 72 », situé perspective Izmaïlovsky n° 25. La ville compte une centaine de points de vente analogues, faisant partie de la même chaîne.

Le personnel du magasin comprend un directeur, gagnant 160 roubles par mois ; deux adjoints, dont les salaires sont de 140 roubles ; trois chefs de rayons, percevant mensuellement 132 roubles ; une douzaine de vendeurs, rétribués à raison de 110 roubles ; ainsi que des ouvriers, chargés du débardement des marchandises, et des femmes de ménage.

Compte tenu des multiples retenues, ces salaires ne permettent pas de vivre. Le personnel cherche donc d'autres revenus. En voici quelques-uns :

Le conditionnement

5 % de toutes les marchandises livrées par les fournisseurs sont automatiquement enregistrés comme allant au rebut. Parfois, une possibilité se présente d'augmenter artificiellement la proportion de ces rebuts jusqu'à 15 et même 30 %. La différence est habituellement partagée à égalité entre les employés du magasin et le fournisseur.

Perte naturelle en poids

Au cours du transport et de la conservation, les légumes et les fruits perdent normalement en poids. Cette perte naturelle est encore augmentée sur les bordereaux officiels.

Fraude sur le poids

Pour réaliser cette opération, les balances sont légèrement faussées, ou bien les poids sont imperceptiblement allégés. En outre, chaque magasin compte un certain nombre de petits points de vente supplémentaires. Ainsi, le « Lénovochtch Nr. 72 » disposait d'échoppes dans la gare de la Baltique et de celle de Varsovie, ainsi que d'une autre disposée à proximité du magasin principal. En ce qui concerne ces petits points de vente, les invendus ne sont pas acceptés. Tout doit être écoulé. Pourtant, il y a toujours des rebuts. Aussi, les vendeurs fraudent-ils habituellement sur le poids. L'argent ainsi récupéré est gardé par l'employé.

La vente à des prix majorés

Pour comprendre le mécanisme de cette opération, on peut prendre l'exemple des oranges, qui ne sont livrées en gros que dans quelques-uns des plus importants centres d'U.R.S.S., tels que Moscou, Leningrad et Kiev. Dans toutes les autres villes situées en dehors des régions où elles poussent naturellement, les oranges constituent des denrées « déficitaires ». C'est ainsi que des contrôleurs de chemins de fer viennent parfois s'approvisionner dans le magasin « Lénovochtch Nr. 72 ». Ils les achètent en gros, mais au lieu de payer le prix taxé officiel, qui est de 1,40 roubles, ils proposent 1,70 ou même 1,80 roubles. Dans leurs villes respectives, ils les revendent beaucoup plus cher : au marché de Lvov, elles valent de 3 à 4 roubles le kilo.

L'ensemble de ces diverses opérations illicites procure aux vendeurs et à l'administration des suppléments substantiels variant entre 300 et 800 roubles par mois, suivant la saison et les « relations » dont dispose l'établissement.

Presque chaque magasin compte au moins un « protecteur » au sein de la « section de lutte contre la dilapidation de la propriété socialiste », de l'Inspection du Commerce d'Etat ou du Conseil régional des syndicats. Aussi, la direction des magasins est-elle toujours avertie à l'avance des contrôles et des vérifications qui se préparent.

Parfois, il s'avère nécessaire de soudoyer également le dépôt central pour obtenir, par exemple, un camion de légumes ou de fruits en sus des quantités officiellement attribuées. Le prix habituel d'un camion de 3 à 4 tonnes est de 50 roubles. En pleine saison, un seul camion attaché au magasin est insuffisant. Pour réaliser le plan et obtenir des revenus supplémentaires, il faut toujours être « motorisé ». Aussi, loue-t-on habituelement un camion, au prix de 50 à 90 roubles suivant la saison, à des entreprises de transport.

En plus des gains illicites, les magasins procèdent également à de profitables « échanges en nature ». C'est ainsi que l'administration du magasin de légumes « Lénovochtch Nr. 72 » pouvait toujours se procurer facilement des articles en cristal, des films en couleurs, de la literie et d'autres articles déficitaires.

COMMENT ON DEVIENT GARÇON DE RESTAURANT EN U.R.S.S.

« Il n'y a pas de chômage en Union soviétique », proclame triomphalement l'ouvrage « *U.R.S.S. - Questions et réponses* », publié par l'agence d'information « Novosti ». Et l'auteur anonyme de poursuivre : « *Le droit au travail est garanti par la Constitution et tous les citoyens l'exercent. Il est matériellement corroboré par un essor rapide de l'économie nationale, qui se développe suivant un plan d'Etat, sans crises ni récessions...* ».

Voyons de quelle manière ces solennelles formules sont mises en pratique.

Selon le témoignage d'un employé de restaurant, en 1979, l'obtention d'une place de serveuse à Leningrad coûtait 300 roubles à la postulante dans un petit buffet, 3.000 roubles dans une cantine, 5.000 roubles dans un bar associé à un restaurant, et 10.000 roubles dans un « bar à devises » pour étrangers. Ces sommes appelées pudiquement « droit d'entrée » sont versées directement à l'administrateur de l'établissement qui dirige plusieurs cantines. En outre, il est d'usage de verser mensuellement au même personnage un tribut de 100 à 300 roubles, suivant la place occupée.

Comment les intéressés récupèrent-ils les sommes ainsi dépensées ? Avant tout, bien entendu, en volant les clients. Le vin servi est toujours coupé d'eau. Chaque serveuse inscrit son propre sigle sur les bouteilles achetées ou dérobées au dépôt. Ces diverses opérations lui procurent un bénéfice net pouvant atteindre jusqu'à 200 roubles par jour, avec un salaire officiel de 75 roubles par mois.

La responsable des cuisines d'une cantine peut mettre de côté jusqu'à 500 roubles par jour, suivant l'importance de l'établissement. Ces sommes proviennent principalement d'achats illégaux de denrées diverses auprès des livreurs qui les volent. En outre, les portions distribuées sont souvent inférieures de 50 % au poids officiel exigé. De plus, on utilise souvent des denrées mises officiellement au rebut. Ainsi, la viande avariée est lavée au permanganate et assaisonnée de diverses épices pour ne pas sentir trop mauvais.

Un commerce particulièrement lucratif est celui des « *pirojkis* », ou gâteaux à la viande et aux choux, qui sont vendus 10 kopecks pièce. Or, lorsque l'Etat perçoit de 10 à 20 roubles, la directrice de l'entreprise de boulangerie qui

les confectionne met jusqu'à 200 roubles dans sa poche. En effet, les « *pirojkis* » sont souvent préparés avec des denrées avariées, la pâte est liquide, la viande est mêlée de pain, le poids est réduit, etc. En outre, on inscrit sur les registres la confection de 100 à 200 pièces, alors qu'en réalité leur nombre peut atteindre 1.000 à 2.000 !

Le personnel des restaurants et des cantines reçoit habituellement chaque vendredi un demi-kilo de viande, autant de beurre et de sucre, ainsi que des pommes de terre. De la sorte, tous les employés sont intéressés à la fraude et au vol.

Comme le confirme éloquemment la presse officielle, de fréquentes altercations éclatent dans les cantines, dont les clients sont parfois même frappés. Lorsque quelqu'un se plaint de la mauvaise qualité de la nourriture, il fait souvent l'objet d'insultes. De toute manière, les réclamations restent généralement sans effet, car la concussion règne à tous les échelons.

Grâce aux pots de vin, la direction est toujours informée à l'avance de l'arrivée d'une commission. Lorsque celle-ci fait son apparition, les tables sont déjà abondamment garnies : champagne, cognac, caviar et autres délicatesses. Les actes officiels sont signés à la fin du festin et tout s'avère bien entendu en ordre.

Ainsi, la corruption ronge de plus en plus le pays. Elle résulte essentiellement de la tragique rupture entre la demande et l'offre. Le domaine du commerce au détail n'en est que la manifestation la plus apparente.

LES EMBALLAGES DÉFECTUEUX

A côté des vols et des larcins qui grèvent lourdement le commerce intérieur en U.R.S.S., une autre source de gaspillage est constituée par les diverses pertes au chargement, au transport, etc. La *Litératournaya Gazeta* du 9 septembre 1981 évoque le problème des pertes à l'emballage. Elle a choisi pour cela l'industrie laitière :

« *L'Inspection du Commerce d'Etat, chargée du contrôle de la qualité des marchandises auprès du ministère du Commerce de la R.S.F.S.R., a visité 92 entreprises laitières implantées dans vingt-neuf territoires, régions et républiques autonomes de la R.S.F.S.R. Au cours de ce contrôle ayant concerné 2.614 tonnes de lait, il s'est avéré que 84,5 tonnes avaient été versées dans des emballages défectueux. Figurez-vous 170.000 emballages impropres à l'utilisation ! Plus d'une tonne de lait a été déclarée impropre à la consommation au combinat laitier d'Arkhangelsk. Cela représente la moitié de la quantité totale de lait livrée à l'entreprise ce jour-là. A la fabrique laitière de Sévérodvinsk, toute la production a été mise au rebut. Près de la moitié de la production, c'est-à-dire plus de 7 tonnes, a été également déclarée impropre à la consommation à la fabrique N° 1 de Tchéliabinsk. A l'usine N° 1 de Gorki, toute la réserve de lait autrement dit plus de 10 tonnes, a dû être rebutée.*

« *L'inspection effectuée le 18 août 1981 à l'entreprise laitière moscovite « Moloko » d'Otchakov par la Commission d'Etat a révélé une situation absolument intolérable. Nous lisons le procès-verbal de la commission :*

« « *Au cours d'un contrôle isolé, 6.480 kilogrammes de lait (c'est-à-dire 56,4 %) ont été déclarés impropres à la consommation en raison des emballages non hermétiques, humides, ayant perdu leur rigidité, du marquage délavé et illisible ou tout simplement absent, des traces de boue sur les emballages. Les paniers renfermant ceux-ci étaient mouillés et couverts de saleté* » ».

« *Vous rendez-vous compte que s'il n'y avait pas eu de contrôle ce jour-là, toute la « production » serait partie dans les magasins, c'est-à-dire que le lait aurait été irrémédiablement perdu : 13.000 emballages de lait ou plutôt vides, car le lait s'en serait entièrement écoulé...*

« *Or, selon les documents conservés à l'entreprise d'Otchakov, un tel état de choses ne constitue nullement une exception. Une note de service, signée par le directeur de l'entreprise, A. Tchougounov, et le trésorier principal, V. Lialikov, révèle qu'au cours des six premiers mois de l'année 1981, les pertes par mise au rebut ont été deux fois plus importantes que l'année précédente...*

« *Au combinat laitier d'Omsk, sur les neuf installations automatiques mises en service en 1970, cinq seulement se trouvent en état de marche, mais elles ne fonctionnent pas correctement.*

« *Selon les données de l'Institut de recherche scientifique de l'industrie laitière, la situation en ce qui concerne les installations automatiques et les pièces détachées n'est guère meilleure que dans les autres républiques...* ».

Et le correspondant de la *Gazette littéraire* ajoute :

« *Lorsque je me trouvais au combinat d'Ostankino, l'un des meilleurs de la capitale, sur 107 installations automatiques, seules 90 se trouvaient en état de marche. Les autres étaient en réparation...* ».

Ce que le correspondant de la *Litératournaya Gazeta* a observé dans le domaine de l'industrie laitière s'observe malheureusement dans toutes les branches de l'industrie alimentaire soviétique, privant la population des denrées les plus essentielles.. Telle est l'inexorable logique du système.

MICHEL SLAVINSKY.

Les avatars du mouvement communiste en Espagne

I. - Des origines jusqu'à la fin de la guerre civile (1920-1940)

LORS de son IXe Congrès (19-22 avril 1978), le premier tenu légalement en Espagne depuis la guerre civile, le Parti communiste espagnol (P.C.E.) a officiellement renoncé, par l'initiative de son secrétaire général Santiago Carrillo, à se définir comme léniniste. Bien que l'on puisse émettre des réserves très sérieuses sur la portée réelle de cette décision manifestement destinée à débarrasser le parti d'un handicap électoral (1), elle suffit, à elle seule, à donner la mesure de l'*originalité* du communisme espagnol de nos jours.

Or, les particularités doctrinales aussi bien que l'instabilité organisationnelle, de même que l'originalité relative de ses tactiques, sont le fruit d'expériences décisives qui, au cours de sa trajectoire historique, ont façonné le mouvement communiste espagnol en lui imprimant des caractéristiques propres. L'approche historique est donc nécessaire pour essayer de comprendre comment et pourquoi le communisme espagnol s'est différencié au point de constituer un cas tout à fait particulier au sein du mouvement communiste mondial. La perspective historique est également la seule qui permette de faire la part de l'essentiel et de l'accessoire, donc de déceler à travers les avatars du phénomène communiste en Espagne les éléments permanents et universels qui se cachent, immuables, sous un langage changeant et des formes en évolution.

AUX ORIGINES DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

Comme beaucoup d'autres partis communistes à travers le monde, le Parti communiste espagnol est né, à la suite de la révolution bolchévique de 1917, d'une scission opérée au sein du mouvement socialiste. Plus précisément, le premier parti communiste espagnol a été formé en avril 1920 à partir de la Fédération des Jeunesses socialistes, branche cadette du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), sous l'influence de deux agents célèbres du Komintern, le russe Borodine et l'indien M.N. Ray.

Dès le départ, les rapports entre communistes et socialistes espagnols se placèrent sous le signe de l'ambiguïté. Quelques mois après la naissance du mouvement communiste, en juin 1920, la majorité des socialistes vota le ralliement de leur parti à la IIIe Internationale. Cette décision rencontra cependant une opposition si considérable que, pour ne pas diviser davantage le parti, il a fallu envoyer une mission d'information en Russie soviétique. Les deux envoyés socialistes étaient surtout chargés d'obtenir de Moscou la garantie de l'autonomie du P.S.O.E., car après y avoir adhéré, le parti tenait néanmoins à garder le droit de modifier les principes adoptés par l'Internationale communiste.

Non seulement les dirigeants bolchéviques refusèrent ces garanties, mais ils insistèrent pour que les socialistes espagnols se plient sans critiques aux règlements de l'Internationale. L'intransigeance des bolchéviques, le profond mépris de Lénine pour le concept même de liberté et les informations rapportées par la mission sur la réalité soviétique (ils avaient vu les prisons du nouveau régime regorgeant de militants de gauche qui s'étaient permis de ne pas être d'accord avec les bolcheviks) poussèrent les dirigeants socialistes à la prudence. Lors de sa convention d'avril 1921, le P.S.O.E. fit marche arrière et vota cette fois-ci contre l'adhésion à la IIIe Internationale.

Les socialistes venaient de reconnaître qu'il y avait entre eux et les communistes des différences insurmontables. Hélas ! ils auront par la suite tendance à l'oublier...

Quoi qu'il en soit, la volte-face du P.S.O.E. engendra une longue série de querelles idéologiques qui n'ont pas cessé de déchirer le mouvement communiste en Espagne. Les éléments pro-bolchéviques firent aussitôt scission et fondèrent un nouveau parti communiste qui se retrouva immédiatement aux prises avec le premier. Le Komintern dut intervenir, et ce fut sous son influence directe que les deux partis

(1) Idéologiquement, la décision d'abandonner l'étiquette léniniste est restée empêtrée dans l'ambiguïté. Considéré comme restrictif par rapport au marxisme, le léninisme a été mis à l'écart parce que, dans la pratique, il jette une ombre suspecte sur l'image démocratique que le P.C.E. cherche à donner de lui-même. Cependant, le rejet pur et simple de l'héritage léniniste ferait du P.C.E. un parti social-démocrate, ou peu s'en faut, alors que les communistes se caractérisent justement par l'intention de faire la « révolution socialiste ». Carrillo a voulu éviter le piège en déclarant qu'il n'était pas question, pour les membres du parti, de se diviser entre léninistes et antiléninistes, car tous considéraient Lénine « *comme le plus grand révolutionnaire de notre époque* ».

Traduisons : le P.C.E. n'est plus léniniste sur la forme, il le reste sur le fond.

embryonnaires fusionnèrent en novembre 1921 pour constituer le *Partido Comunista de España* (P.C.E.), dont l'existence restera marquée à l'intérieur par des querelles doctrinales, des schismes, des haines personnelles ou des rivalités de groupes, à l'extérieur par des rapports changeants et ambigus, avec les socialistes et les autres tendances de la gauche, notamment les anarchistes, alors très puissants en Espagne.

Jusqu'à l'avènement de la République en 1931, le P.C.E. est resté une force politique médiocre. D'abord parce que sa pénétration au sein de la classe ouvrière se heurtait à d'énormes obstacles, tels que le sentiment séparatiste dans les régions les plus industrialisées, la Cataloge et le Pays Basque, mais surtout à la forte tradition anarcho-syndicaliste implantée depuis longtemps dans les milieux ouvriers. Ensuite parce que les mentors soviétiques du parti, n'ayant qu'une vague notion des réalités nationales, aggravaient par leur dogmatisme l'isolement de la filiale espagnole du Komintern. A ces difficultés s'ajouta, à partir de 1923, la mise hors-la-loi du P.C.E. par la dictature conservatrice du général Primo de Rivera.

En résultat des obstacles créés par l'illégalité et la répression, d'une part, et de la scission des marxistes catalans, d'autre part, non seulement les communistes n'ont pas gagné du terrain, mais au contraire ils ont même perdu environ un quart de leurs effectifs au cours de la décennie.

LE P.C.E. PREND SON ESSOR PENDANT QUE LA DÉMOCRATIE SOMBRE DANS LE CHAOS

La IIe République espagnole offrit soudain aux communistes de nouvelles perspectives politiques, auxquelles ils eurent d'ailleurs quelque mal à s'adapter. Malgré ses prétentions à constituer « l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière », le P.C.E. ne faisait pas le poids à côté des deux grandes fédérations syndicales qui dominaient le monde du travail : *l'Union General de Trabajadores* (U.G.T.), aux mains des socialistes, et la *Confederacion Nacional del Trabajo* (C.N.T.), dominée par les anarchistes. Peut-être pour masquer son infériorité, le P.C.E. commença par signaler sa présence au moyen de grèves sauvages et de manifestations violentes. Ce qui correspondait d'ailleurs à la vision simpliste et manichéenne de la lutte des classes qui était alors celle du Komintern.

Pourtant au IVe Congrès, en 1932, le parti adopta une ligne plus souple, à la recherche d'une stratégie axée sur la coopération avec les « *forces démocratiques* » pour « *défendre la République* » contre la « *menace fasciste* » montante (2). C'était déjà le principe de la tactique dite de « *front populaire* », dont l'application se révélerait si lourde de conséquences.

Effectivement, dans les années suivantes, le P.C.E. fit son grand bond en avant profitant de la débâcle du régime républicain qui s'effondrait sous le poids de sa propre inefficacité politique et administrative. Rongée par un désordre grandissant, l'Espagne se décomposait ouvrant ainsi la voie au déchaînement de la haine sociale, des poussées séparatistes et des violences partisanes. En un peu plus de deux ans, les effectifs du parti étaient passés de 800 à 25.000 membres (fin 1933) et le P.C.E. était désormais en état de jouer sur les divisions au sein du camp socialiste et de foncer dans la brêche qui s'ouvrait au flanc même du régime.

Dès 1934, en effet, le sort de la République espagnole était scellé. Le leader socialiste Largo Caballero, commit l'imprudence d'effectuer une spectaculaire « *ouverture à gauche* » en faisant appel au soulèvement armé pour renverser un gouvernement modéré qui faisait obstacle à la révolution. Ce geste inconsidéré lui valut d'être salué par la propagande communiste comme « *le Lénine espagnol* », une formule qui en dit long sur les nouveaux rapports existant entre communistes et socialistes.

La stratégie politique du P.C.E. était alors dictée par l'opportunité, avec l'assentiment sinon l'encouragement du Komintern qui surveillait étroitement le parti, auprès duquel il avait placé un de ses plus célèbres agents, le Hongrois Gerö Singer, alias Erno Gerö, alias Pedro (3). Cette même année 1934 allait fournir aux communistes un excellent prétexte à la collaboration active avec les socialistes, les anarchistes et les autres forces de la gauche : ce fut la révolte minière des Asturies que le gouvernement de la République dut faire réprimer par l'Armée.

Dès lors, étaient réunies les conditions qui mèneraient, deux ans plus tard, à la guerre civile. La République, aux mains d'une direction incapable, allait continuer de se disloquer sous les pressions conjuguées des communistes, des socialistes et des anarchistes, les premiers poussant constamment à la roue. La coalition de la gauche était partie pour liquider le régime bourgeois et la victoire du « Front populaire » aux élections législatives de février 1936 est venue couronner de succès la stratégie

(2) Concrètement, la « menace fasciste » à laquelle il est fait allusion ici est le putsch monarchiste avorté du général Sanjurjo.

(3) Singer n'était pas seul : à l'époque, le P.C.E. était effectivement dirigé par les agents étrangers du Komintern, organisme dépendant étroitement du P.C.U.S. et plus particulièrement de la section étrangère du comité central.

adoptée par le IVe Congrès du P.C.E. quatre ans auparavant. Cela correspondait entièrement, par ailleurs, à la nouvelle orientation adoptée par le Komintern depuis l'année précédente (août 1935), lors du VIIe Congrès de Moscou qui préconisa, à la place du schéma simpliste adopté jusqu'alors, la formation de « Fronts populaires contre le fascisme ».

A L'ORIGINE DE LA GUERRE CIVILE UN TRAGIQUE MALENTENDU

Cette nouvelle stratégie ne changeait rien au fond du problème, car l'objectif des communistes restait exactement le même : en nouant des alliances (électorales ou autres) avec les socialistes, les anarchistes, et même les trotskistes, leur but était de contrôler ces tendances révolutionnaires rivales et de devenir dans les faits, et non plus seulement en théorie, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. En effet, lorsque la guerre civile éclata en Espagne, le rôle des communistes dans les rangs républicains n'était que secondaire. Il s'agissait pour eux, sous prétexte de la lutte commune contre le fascisme, d'établir leur hégémonie, puis leur domination sur l'ensemble des forces révolutionnaires. Au cours des hostilités, les communistes n'ont pas cessé de livrer des batailles politiques et policières contre toutes les tendances qui, à l'intérieur du camp républicain, échappaient au joug du Komintern, quitte à les exterminer physiquement dès lors qu'ils n'arrivaient pas à les dominer.

Placés sous le signe de l'opportunisme, les rapports du P.C.E. avec les autres partis de gauche sont ambigus par définition, pourrait-on dire, bien que le malentendu tienne davantage à l'incompréhension, au manque de réalisme politique de ses partenaires, qu'à l'imprécision du projet communiste. Celui-ci n'a pas varié, il a simplement obéi à des considérations d'ordre stratégique et tactique dictées par les circonstances, et dont, pour leur propre malheur, les socialistes et les anarchistes ne se sont pas aperçus à temps. Car dans les années 30, la gauche espagnole a doublement été victime des ambitions démesurées des communistes : premièrement, parce que ce sont les agissements de ces derniers qui ont mené à la guerre civile (4), donc à l'écrasante défaite de la gauche dans son ensemble ; deuxièmement, parce que les communistes ont mis autant de zèle à combattre les troupes de Franco qu'à asservir leurs alliés, sinon à les liquider.

A ce malentendu se superposaient les calculs de Staline qui tenait compte avant tout des intérêts de l'Union soviétique en tant que grande puissance et était prêt, s'il le fallait, à leur sacrifier le mouvement communiste espagnol. A cet égard, que représentait pour lui l'enjeu espagnol ? Bien sûr, il s'agissait de tester la nouvelle stratégie politique des « fronts populaires », à l'essai également en France, sous des conditions différentes, marquées par une plus grande prudence, car la France pesait bien plus lourd que l'Espagne sur la balance européenne. Mais il s'agissait également de traduire cette stratégie en termes géopolitiques, et cela non pas tellement au bénéfice du mouvement communiste international, mais plutôt dans l'intérêt du « seul Etat socialiste au monde », c'est-à-dire de l'U.R.S.S.

A priori, aider à la victoire des révolutionnaires espagnols, toutes tendances confondues, ne saurait intéresser Staline. Une victoire « républicaine » ne pourrait intéresser le Kremlin qu'à la condition de passer par le triomphe des communistes sur leurs rivaux dans le camp de la gauche espagnole. Mais encore une telle victoire ne serait-elle souhaitable que si elle ne créait pas trop d'embarras à l'U.R.S.S. sur le plan international, européen en particulier. A la fin des années 30, c'était bien là l'aspect fondamental de la question, aux yeux de Staline.

En intervenant en Espagne, il ne cherchait pas fondamentalement à exploiter les potentialités révolutionnaires de la situation, qui risquaient, par leur fluidité, d'échapper à l'orthodoxie moscovite. Il préférait retirer d'énormes avantages géopolitiques et stratégiques, face à l'irrésistible montée en puissance des pays de l'Axe. Staline pensait que le spectre d'une Espagne fasciste, alliée naturelle de Rome et de Berlin, ferait assez peur aux démocraties européennes pour les amener à conclure une « alliance antifasciste » avec Moscou, donc à transposer sur le plan géopolitique le schéma du « front populaire ». Eventuellement, il pourrait même pousser la Grande-Bretagne et la France à entrer en guerre contre l'Allemagne et l'Italie... de l'autre côté des Pyrénées, donc à une distance très confortable des frontières soviétiques.

La victoire des communistes espagnols n'était pas automatiquement le but recherché par Staline, dans la mesure même où elle risquait de détourner Londres et Paris de « l'alliance antifasciste ». En tout cas, c'est bien la guerre civile espagnole qui a permis de tracer les coordonnées de la seconde guerre mondiale, sans même que le pacte germano-soviétique de 1939 y ait changé quoi que ce soit. L'idée de la « croisade antifasciste » a même survécu au partage de la Pologne.

L'EMPRISE SOVIÉTIQUE EN ESPAGNE

Par conséquent, on peut dire en synthétisant que les socialistes, les anarchistes et les trotskistes espagnols ont été victimes des am-

(4) La cause directe du soulèvement militaire du 18 juillet 1936 a été l'assassinat du député monarchiste Joaquin Calvo Sotelo, commis par les communistes trois jours auparavant.

bitions de leurs alliés staliniens, dont ils avaient largement sous-estimé le sectarisme aveugle et le fanatisme brutal. En pleine guerre civile, ils ont dû en faire l'amère expérience. Mais il n'est pas moins vrai cependant que les communistes, à leur tour, ont fait les frais des froids calculs de l'homme qu'ils servaient avec un dévouement sans bornes : Joseph Staline. Bien que trop tard, ils ont tout de même fini par comprendre qu'ils avaient été sacrifiés aux intérêts de l'Union soviétique. Il en résulta une frustration, une amertume, qui expliquent en partie le « déviationnisme » et le « révisionnisme » actuels du Parti communiste espagnol.

Entre temps, en qualité de simple filiale espagnole du Komintern, le parti a fidèlement joué le rôle qui lui était attribué, celui d'instrument du Kremlin en Espagne, dans le mépris total des intérêts nationaux. Il faut dire aussi qu'à l'époque il n'avait d'espagnol que le nom, car il était dirigé en fait par trois agents du Komintern, tous étrangers : l'italien Palmiro Togliatti, futur secrétaire général du P.C.I. ; l'argentin Vittorio Codovilla, futur chef du P.C. argentin, et un certain *Stepanov*, alias Lebedev, un bulgare (ou un polonais, d'après certains) qui avait été compagnon de Lénine pendant son exil à Genève. De même, la branche catalane du parti se trouvait aux mains d'un autre agent du Komintern, le fameux *Pedro*, dont nous avons déjà parlé et dont nous reparlerons.

Dès qu'il s'avéra que les forces de Franco se montraient, sur le plan militaire, nettement supérieures à ce que prétendait la propagande « républicaine », les dirigeants non-communistes du régime se trouvèrent exposés à un chantage permanent de la part de Moscou. Pour essayer de tenir face aux troupes nationalistes en progression, le soutien logistique et technique de l'U.R.S.S. leur était indispensable. Et puisque l'aide soviétique leur était indispensable, la docilité des dirigeants républicains aux ordres de Moscou devint le prix de l'assistance qu'on leur accordait. Toute velléité d'indépendance leur coutant cher, car les envois de matériel soviétique se raréfiaient ou s'arrêtaient tout à fait. Entre temps, au sein du gouvernement républicain, les communistes, doublés par les spécialistes et techniciens envoyés par Moscou, occupèrent peu à peu les postes-clés acquérant ainsi une puissance décisive.

Les dirigeants non-communistes, même les plus connus comme Largo Caballero, Juan Negrin ou Indalecio Prieto, ont fini par devenir pratiquement des prisonniers de Moscou. Ceci correspondait entièrement aux objectifs de Staline qui tenait à conserver les apparences d'un gouvernement légal, théoriquement dirigé par des modérés dont la présence rassurait les démocraties occidentales. En fait, le pouvoir était entièrement dans les mains des communistes et ces derniers fermement contrôlés par les envoyés spéciaux du Kremlin.

Même les opérations militaires étaient décidées en dernière instance par Moscou. Lorsque Largo Caballero insista sur son intention de déclencher une contre-offensive sur le front d'Estrémadure, idée que les Soviétiques désapprouvaient, il fut simplement chassé du poste de chef du gouvernement par les communistes et remplacé par un « socialiste » plus malléable, Negrin. Lorsque Prieto était ministre de la Défense, les Russes ordonnèrent le bombardement de Valladolid par l'aviation républicaine, malgré les ordres du ministre en sens contraire.

Derrière la sanglante répression des anarchistes et des trotkistes par les staliniens, se retrouvait d'ailleurs un désaccord profond sur la conduite de la guerre. Tandis que les anarchistes et les trotskistes, sous-estimant sans doute l'adversaire, prétendaient briser le « putsch des généraux fascistes » en déclenchant la révolution, les communistes accordaient la priorité à la riposte militaire et voulaient mettre sur pied une armée disciplinée et politisée selon le modèle de l'Armée rouge. L'indiscipline farouche des anarchistes n'était pas faite pour leur plaire...

UNE GUERRE CIVILE A L'INTÉRIEUR D'UNE GUERRE CIVILE

Les services secrets soviétiques qui opéraient librement en zone rouge, hors de tout contrôle du gouvernement républicain, prirent le soin de se débarrasser des éléments « gênants » à l'intérieur de leur propre camp : des socialistes, des anarchistes, des trotkistes, des nationalistes catalans, etc., ont été les victimes de la terreur communiste. La répression communiste a été particulièrement sanglante en Catalogne, où les sentiments régionalistes, voire séparatistes, s'ajoutaient à un foisonnement de tendances progressistes et gauchistes allant d'un certain libéralisme gauchisant à l'anarcho-syndicalisme virulent, qui compliquaient sérieusement la tâche à laquelle s'étaient attelés les staliniens.

Les difficultés commençaient d'ailleurs dans les rangs mêmes du marxisme-léninisme. Dès le début des années 30, le Parti communiste de Catalogne (P.C.C.) n'avait qu'une existence formelle destinée à faire croire à l'existence d'une organisation indépendante du P.C.E. dans le but d'attirer les ouvriers catalans qui répugneraient à s'engager dans un parti dit « espagnol ». Il ne jouissait d'aucune autonomie vis-à-vis du P.C.E. et constituait même son instrument de lutte contre le Bloc Ouvrier-Paysan (B.O.C.). Issu en 1930 de la fusion de la Fédération communiste catalano-baléare, qui s'était détachée du Parti communiste espagnol, et du Parti communiste catalan qui était indépendant du Komintern et hostile

au P.C.E., le B.O.C. était, aux yeux des staliniens espagnols, la bête à abattre.

Pourtant, ce ne fut qu'après le début de la guerre civile que leur stratégie « unitaire » réussit enfin. La naissance du Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) fut le résultat d'une opération du Komintern menée par un des agents les plus importants de l'Internationale communiste, le célèbre *Pedro*, alias *Erno Gerö*.

De son vrai nom Gerö Singer, il était né à Fiume sous l'Empire des Habsbourg, dans une famille juive. En tant que militant communiste, il avait participé en Hongrie à la révolution de Bela Kun, dont son frère aîné était un des principaux collaborateurs. Réfugié en Allemagne après l'échec de la révolution, il fut envoyé en U.R.S.S. pour parfaire sa formation d'agent international à l'école de la G.P.U. En 1933, Singer gagna la Catalogne où il entreprit le noyautage et la manipulation des marxistes catalans qui échappaient encore au contrôle du Komintern. C'est lui qui a dirigé le P.C. de Catalogne et c'est également lui qui a préparé la fusion de cette filiale catalane du P.C.E. avec les trois partis marxistes non-staliniens de Catalogne.

Le P.S.U.C. fut créé sans consulter les adhérents des partis concernés et aussitôt inscrit à la IIIe Internationale, tout en conservant un simulacre d'indépendance vis-à-vis du P.C.E.

Pendant la guerre civile, *Pedro* dirigea le P.S.U.C. et mena en même temps d'autres activités, parmi lesquelles la direction de fait du consulat général d'U.R.S.S. à Barcelone, mais surtout la direction des staliniens espagnols intégrés à la police locale aussi bien que l'action des brigades de la G.P.U. En apparence, ces dernières agissaient en marge de la police officielle. En réalité, celle-ci était complice des agissements criminels de la Guépéou dans la mesure où elle-même était contrôlée par les hommes de confiance de *Pedro* qui la noyautaient.

En dernière analyse, c'est donc la G.P.U. qui par l'intermédiaire du tout puissant Singer (5), tient les leviers de commande en Catalogne : elle dirige les marxistes, staliniens ou non, rassemblés bon gré mal gré au sein du P.S.U.C. ; elle commande les différents corps de police, et notamment le Service d'Information Militaire (S.I.M.) de sinistre mémoire, par le truchement des staliniens infiltrés dans leurs rangs ; la police secrète soviétique tient également sous ses ordres le consulat soviétique, voie officielle des contacts avec Moscou ; finalement, elle fait intervenir directement ses propres brigades pour éliminer des éléments gênants comme Andrés Nin, le principal dirigeant du P.O.U.M.

Bien que brouillé avec Trotski, ce parti était d'inspiration trotskiste et la liquidation de son dirigeant eut une répercussion considérable dans les milieux de gauche tant espagnols qu'étrangers, mais là encore les communistes imposèrent le silence au gouvernement républicain. Il leur a suffi de rappeler aux ministres socialistes qu'ils seraient perdus sans l'aide stalinienne et que la continuation de celle-ci dépendait de leur discrétion.

Ayant réduit le pouvoir officiel à la condition d'otage, les communistes avaient les mains libres en zone républicaine pour se livrer à la fois à une impitoyable répression « antifasciste », à de sanglants règlements de comptes avec tous ceux parmi leurs alliés qui osaient refuser le joug du Komintern (6) et pour procéder à une mise en coupe réglée des richesses du pays. Entre temps, les forces du général Franco allaient de victoire en victoire.

MANŒUVRE TACTIQUE OU CONVICTION SINCERE ?

Chaque fois qu'un observateur se penche sur les problèmes politiques de l'Espagne au cours des dernières années, il est invariablement amené à se poser la question de l'authenticité de l'eurocommunisme prôné par Santiago Carrillo et ses partisans. Faut-il voir dans leur révisionnisme idéologique et leurs velléités d'indépendance à l'égard de Moscou une nouvelle tactique, sans plus ? Ou faut-il, au contraire, prendre au pied de la lettre leurs prises de position, tant sur le plan théorique que pratique, surtout depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie ?

En toute objectivité, il semble que les deux explications soient à retenir, même s'il ne faut pas les mettre toutes les deux d'égale valeur. En effet, le révisionnisme du P.C.E. qui a obéi dans le passé et obéit toujours à des considérations d'opportunité, plonge néanmoins ses racines dans les expériences historiques auxquelles nous venons de faire allusion.

Certes, l'effet de ces amères expériences ne se fit pas sentir tout de suite chez les communistes espagnols qui, pour la plupart, mirent longtemps à tirer la leçon des événements. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le texte

(5) La défaite des « rouges » espagnols en 1939 ne mit pas fin à la carrière de Singer. Après la seconde guerre mondiale, il réapparut en Hongrie, sous le nom d'Erno Gerö, comme ministre de l'économie de la République populaire. Enfin, en qualité de chef du P.C., il fut un des grands responsables de la sanglante répression de la révolte de Budapest en 1956.

(6) Sur la terreur communiste en Espagne, on peut se reporter aux témoignages d'un bon nombre d'hommes de gauche, tels le socialiste allemand Rolf Reventlow (« *Spanien in diesem Jahrhundert* », Europa Verlag, Vienne 1968), l'écrivain anglais George Orwell (« *Catalogne libre* », Gallimard, Paris 1976) ou Julian Gorkin (« *Les communistes contre la révolution espagnole* », Belfond, Paris 1978), ce dernier étant particulièrement bien placé pour témoigner de la liquidation des trotskistes et des anarchistes par les « tchékas » de Barcelone, de Valence, etc.

suivant de Santiago Carrillo, alors membre du bureau politique du P.C.E., publié en juin-juillet 1948 dans l'organe théorique officiel du parti « *Nuestra Bandera* » :

« *Les fortes traditions de lutte et d'internationalisme de notre parti étaient profondément enracinées dans ses militants. Ces qualités, leur attachement au Parti, leur confiance illimitée dans son Comité central, en José Diaz et en Dolores Ibarruri* (7) *et tout particulièrement dans la grande Union Soviétique, dans son Parti bolchevik et dans le camarade Staline, furent mises à l'épreuve dans les journées du traité de non-agression germano-soviétique, lorsque les forces de la réaction et de l'impérialisme, rageant de l'échec de leurs efforts pour constituer un bloc agressif des pays capitalistes contre le pays du socialisme, se lancèrent dans la plus désespérée des répressions anticommunistes.*

« *Alors, les communistes espagnols, leur Comité central en tête, n'hésitèrent pas une seconde. Ils se mirent aux côtés de l'U.R.S.S. dont le geste assurait la victoire postérieure des forces de la démocratie sur le fascisme. Même les militants les moins évolués du point de vue politique, les moins préparés, se faisaient ce raisonnement simple et profond :* « C'est Staline qui l'a fait. C'est le parti bolchevik qui l'a fait. Alors, ils ont certainement bien fait. Ce doit être favorable à notre cause ».

« *La foi et la confiance justifiées dans le camarade Staline, dans le Parti fondé par le grand Lénine, la foi dans le pays du socialisme qui a été et sera toujours un des caractères distinctifs de notre Parti et notre orgueil, aidaient les communistes espagnols à s'orienter dans la situation* ». (8).

Evidemment, on chercherait en vain parmi ces éloges dithyrambiques à l'adresse de l'U.R.S.S. et de son maître, dus à la plume de l'actuel secrétaire général du P.C.E., la moindre trace de révisionnisme, la moindre allusion critique ou le moindre écart doctrinal par rapport à l'orthodoxie moscovite. Au contraire, presque dix ans après la fin de la guerre civile, l'homme qui allait devenir le chef de file de l'eurocommunisme espagnol restait un stalinien primaire et n'hésitait pas à le proclamer. Mais était-il tout à fait sincère ? Il est impossible de le savoir. Sa profession de foi stalinienne n'était peut-être pas exempte d'opportunisme : après tout, Staline vivait encore et si on voulait faire carrière dans l'appareil du parti, on n'avait pas vraiment le choix...

(7) José Diaz et Dolores Ibarruri, « la Pasionaria », ont précédé Santiago Carrillo au poste de secrétaire général du P.C.E. Ayant démissionné en 1960, pour céder la place à Carrillo, la « Pasionaria » fut alors nommée président du parti, un poste honorifique créé spécialement pour elle.

(8) Cité dans B.E.I.P.I., supplément du n° 113, 1-15 juillet 1954.

Pourtant, d'autres communistes espagnols avaient compris et avaient osé braver, au péril non de leur carrière d'apparatchiks mais de leur vie, la colère terrible de Staline.

DES TÉMOIGNAGES ACCABLANTS

Tel fut notamment le cas d'Enrique Castro Delgado. Membre du P.C.E. depuis 1925, membre du Comité central dès 1937, secrétaire général du commissariat politique à l'armée populaire, il joua un rôle des plus importants dans l'appareil politico-militaire rouge pendant toute la durée de la guerre civile. En 1939, après la défaite, il se retrouva en U.R.S.S. en qualité de représentant du P.C.E. auprès du Komintern, mais, à la différence de Carrillo, ce haut responsable communiste eut vite fait de reconnaître la réalité soviétique et décida de ne pas cacher son dégoût et sa révolte. Cela lui valut d'être accusé de « déviationnisme » et exclu du Komintern et du Comité central du parti dès 1944. Ayant réussi à quitter l'Union soviétique l'année suivante, pour se réfugier au Mexique, il échappa de peu à la liquidation physique qui était à l'époque le sort normalement réservé aux dissidents.

Son livre, significativement intitulé « *J'ai perdu la foi à Moscou* », constitue un témoignage accablant sur le communisme réel.

Castro Delgado, lui-même ancien ouvrier, affirme : « *On veut être ouvrier n'importe où sauf au « pays du socialisme ». Car être ouvrier ici, c'est l'enfer* ».

Et au sujet des Espagnols réfugiés en U.R.S.S. après la défaite républicaine, il apporte ce témoignage poignant :

« *Ceux qui sont arrivés ici adultes ont maintenant l'air de vieillards, et ceux qui sont venus enfants sont rongés par la tuberculose ou par la syphilis, et il y a en eux une haine et un désespoir qui les poussent au vol et parfois même au crime. Ils sont venus ici pour recevoir « l'éducation socialiste »,* et cette éducation *a fait de la plupart d'entre eux des voleurs et des prostituées... Et nombreux sont ceux qui expient en prison le crime de n'avoir pu attendre passivement la mort par la faim* ». (9).

Un autre repenti de premier rang, qui n'a pas attendu l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 pour prendre ses distances vis-à-vis du Kremlin, est Jesus Hernandez, ministre communiste durant la guerre civile. Dès le début des années 50, il faisait paraître au Mexique ses confessions, auxquelles il donna un titre révélateur : « *J'ai été un ministre de Staline* » (10).

(*suite p. 24*).

(9) Enrique Castro Delgado, « *J'ai perdu la foi à Moscou* », Gallimard, Paris 1951.

(10) Tel est le titre de la version originale en langue espagnole, parue au Mexique. Une version française abrégée, sous le titre « *La grande trahison* », a été publiée aux éditions Fasquelle en 1954.

Nécrologie :

François LEGUEU

A l'occasion du trentième anniversaire de la naissance d'*Est & Ouest* (qui s'appelait alors le B.E.I.P.I., *Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*), j'ai raconté comment cette publication a vu le jour. J'ai dit à ce propos le rôle qu'avait joué à mes côtés le regretté Etienne Villey.

Aujourd'hui, je dois rendre un dernier et affectueux hommage à François Legueu qui a participé à nos côtés, comme vice-président de l'Association, à cette création. A l'époque, fin 1948 et début 1949, peu nombreux étaient ceux qui encourageaient les hommes décidés à combattre par la plume, sans aucune concession, le communisme sous sa forme alors stalinienne, et qui était aussi mal connu que redouté. En priant le lecteur de bien vouloir excuser l'emploi de la première personne au cours de cet article, je dirai que sans des hommes comme François Legueu, je n'y serais jamais parvenu. Avec ses innombrables relations, son don d'enthousiasme, la fermeté de ses convictions, il nous a rendu d'inestimables services. Jusqu'au bout, il a manifesté le plus vif intérêt pour ce que nous tentions de faire. Jusqu'au bout, il nous a aidés et encouragés. Ces lignes sont d'abord un devoir de gratitude profonde.

Français Legueu n'était pas un homme ordinaire. Son épouse me disait il y a quelques jours que pendant un demi-siècle, elle ne s'était jamais ennuyée avec lui. C'est un hommage qui paraît léger, mais qui rend au brillant, parfois étincelant, de cette intelligence, un rare tribut de reconnaissance, car c'est un compliment qui va loin si l'on veut bien y réfléchir, quand on a l'expérience de la vie.

La sienne était immense. Fils d'un des plus grands chirurgiens de son temps, fondateur de l'école française d'urologie, et d'une mère dont l'intelligence et la culture émerveillent encore ceux qui l'ont connue, il n'est pas étonnant que ses qualités intellectuelles aient été ce qu'elles furent. Aux mercredis de sa mère, à la table de son père, il a vu défiler tout Paris dès qu'il fut en âge d'y être associé, avec son frère Jacques de quelques années plus âgé. C'est là qu'il connut la Maréchal Pétain, qui était un familier, et qui fut d'ailleurs témoin à son mariage. Il resta constamment fidèle au Maréchal, à sa mémoire, quelle que fut la conjoncture politique. En face de qui que ce soit, il fallait l'entendre défendre le Maréchal avec la fougue d'un jeune homme, la verve d'un mousquetaire et les redoutables capacités d'un polémiste du verbe et de la plume.

De brillantes études de droit auraient pu le conduire à l'Inspection des Finances. Sur le conseil d'un ami expérimenté, il préféra partir en Allemagne, comme attaché financier à l'ambassade de France à Berlin. Il y resta deux ans en 1923-1924 (il avait alors 26 ans). Il y vécut l'atroce expérience de l'inflation dans l'Allemagne vaincue, et il ne l'oublia jamais. Son libéralisme économique, son orthodoxie financière, l'attachement passionné à l'équilibre budgétaire et à la stabilité des changes, son hostilité foncière au socialisme qui met l'économie en péril, ont leur origine dans cette partie de sa vie, qui le marqua d'autant plus qu'il était plus jeune.

On pourrait retracer bien des épisodes de sa vie, que ce soit dans les affaires, ou dans les choses de l'agriculture. Il aimait passionnément la terre, ce qui en fit de 1951 à 1968, l'un des animateurs de « *La France agricole* ». On pourrait parler de ses dons pédagogiques exceptionnels quand, après 1945, il créa avec Emile Mireaux (ancien directeur du *Temps*) la S.E.D.E.I.S. où il formait des économistes qui devaient faire de brillantes carrières, l'un à droite, Jacques Plassard, l'autre à gauche, Roger Priouret. Et où les échanges réguliers avec Bertrand de Jouvenel étaient d'une rare qualité. On pourrait retracer aussi sa carrière de journaliste financier avec notamment sa chronique financière du *Figaro*, sa longue collaboration au *Bulletin de Paris*, après 1945, où il rivalisait avec Pierre Gaxotte dans l'étude des aspects les plus contestables de l'histoire de la IVe République, sa contribution prolongée et efficace à la *Vie Française*, sa désignation comme correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.

Mais je dirai que là ne fut pas l'essentiel. L'essentiel, c'est qu'il était un homme de courage. Il s'engagea dans les deux guerres. A 18 ans dans la première. A 42 ans dans la seconde. Et ce maréchaliste impénitent s'engagea encore en 1944 pour aller se battre en Alsace dans l'armée du général Leclerc aux côtés du général Jacquot, qui devint son ami. Ce sont ces faits d'armes qui lui valurent ses décorations.

Pourtant dans tous les cas il aurait pu attendre. Trop jeune pour faire la première guerre, il aurait pu rester chez lui. Mobilisé en 1939 (alors qu'il était conseiller technique de Daladier, Président du Conseil de 1938 à 1939) au Quartier Général du Commandant en chef des armées du front nord-ouest (général Georges) à La Ferté-sous-Jouarre, aux côtés d'un des plus brillants cerveaux de l'armée, le général Bineau, major général, il aurait pu y rester. Il préféra repartir au front. Après la défaite, tout en manifestant une fidélité totale au Maréchal, il ne put supporter les intrigues de Vichy et rentra à Paris. C'est là qu'en 1941, mon ami André Voisin me le fit connaître, au cours d'un repas à la Brasserie Ruc, où la chère était encore passable. Ainsi naquit une amitié de quarante ans, sans un nuage.

Dès cette époque, j'ai connu chez lui des dizaines d'êtres intelligents. Mais aucun ne me

fit l'impression que me laissa Paul Morand quand je l'y rencontrai, à la veille de son départ comme ambassadeur en Roumanie, en 1943, et aussi après la guerre.

Ces souvenirs n'ont pas seulement pour but de conter ce qui fut une tranche de vie. Ils visent à faire comprendre ce que fut cet être de cœur et de courage, de fidélité aussi, et de générosité. Au fond, c'était un soldat, et qui aimait se donner à une cause et se battre.

Sa perte est une grande perte. Je sais le vide que ressentent ses proches, et en particulier son frère Jacques à qui il eut l'occasion de témoigner une affection qu'il lui rendait bien.

A tous ceux qui l'ont perdu, à son épouse, à ceux qu'il aimait, j'adresse ici l'expression de mes profondes condoléances, en leur disant combien je comprends et partage leur peine. A lui, je dis cet au revoir fraternel que les chrétiens que nous sommes — même quand nous ne le savons pas — ne se résignent jamais à transformer en un adieu.

GEORGES ALBERTINI.

Les avatars du mouvement communiste en Espagne

(suite de la page 22)

Dans son livre, Hernandez faisait des révélations très intéressantes sur la mainmise soviétique sur la République espagnole. Son témoignage sur la manière dont fut décidée la destitution du chef du gouvernement, Largo Caballero, et son remplacement par Juan Negrin, apportent une lumière particulièrement crue sur la toute-puissance des agents du Komintern (tous étrangers, rappelons-le) qui, au nom du comité central du P.C.E. décidaient seuls du sort de la République espagnole. Et le plus extraordinaire, c'est que cette grossière ingérence étrangère était financée grâce aux réserves de la Banque d'Espagne ! Selon J. Hernandez, 7.800 caisses d'or espagnol ont été transportées en U.R.S.S. Les banquiers du Kremlin n'acceptant pas de découvert, ajoute-t-il, « *sur 2 milliards 258 millions de pesetas (dont 70 % en livres sterling or) que représentaient les réserves de l'Etat espagnol en 1936, ils exigèrent un dépôt de 510 tonnes d'or, soit un milliard 581 millions de pesetas or, — plus de la moitié de notre trésor national* ».

De même dès 1950, « El Campesino », une des figures les plus redoutables de l'Armée rouge espagnole durant la guerre, dénonçait dans son livre « *La vie et la mort en U.R.S.S.* » la série de vols commis « *au détriment du peuple espagnol* » par les communistes, en plus de l'or de la Banque d'Espagne envoyé à Moscou en octobre 1936 par ordre de Negrin, alors ministre des Finances.

Des témoignages de ce genre, que l'on pourrait multiplier, contribuent à expliquer l'indéniable malaise qui s'est développé, au fil des années, au sein du Parti communiste espagnol. A la longue, un héritage aussi lourd devenait un fardeau impossible à porter : il fallait donc s'en débarrasser. Né essentiellement d'une méfiance tout à fait justifiée à l'égard du centralisme moscovite, le complexe « révisionniste » et « déviationniste » a gagné les sphères dirigeantes du parti aboutissant ainsi, surtout après la crise tchécoslovaque, à cette « hérésie » qu'il est convenu d'appeler l' « eurocommunisme ». Bien sûr, cette évolution théorique et, dans une certaine mesure, pratique du P.C.E. n'a pas été exclusivement dictée par la déception, l'amertume ou le ressentiment à l'égard de Moscou. Elle a été également inspirée par des considérations d'ordre stratégique, ou simplement tactique, dans la mesure même où le parti avait une double hypothèque historique à lever avant de pouvoir retrouver une place dans l'arène politique espagnole.

(*à suivre*).

Paulo de CASTRO.

Le prochain numéro d'EST et OUEST paraîtra le Mardi 12 Janvier 1982

L'HOMMAGE A LÉON EMERY

Ceux qui ont collaboré à la rédaction de cet hommage, un peu pris de court, et qui désirent qu'il soit ce qu'il doit être, ne pourront publier leurs articles que dans le numéro de janvier 1982. Que les amis de Léon Emery veuillent bien nous excuser. Je suis sûr qu'ils nous comprendront.

G. A.

Le numéro : 12 F.

Le Directeur de la Publication : Claude Harmel, 86, bd Haussmann (8e)
Imp. Edimpra, 104, bd de Clichy, Paris 18e — C.P.P.P. 59.594